

DE LA CRISE ANGLOPHONE A LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL DANS UN CONTEXTE DE PLURALITE CULTURELLE AU CAMEROUN

*Albert Legrand TODJOM MABOU,
Expert en Management des Projets en Afrique- Doctorant UCAC*

SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
1. Comprendre les fondements de la crise anglophone	4
1.1. Apparition et évolution historique du « problème anglophone »	4
1.2. Du « problème anglophone » à la « crise anglophone »	9
2. Gestion de la crise anglophone : entre récupération, échec des solutions gouvernementales et opportunisme international	12
2.1. Récupération politique des revendications corporatistes	12
2.2. Entre inefficience des solutions gouvernementales et opportunisme international.....	15
3. De la crise à un nouveau contrat social	20
3.1. Crise anglophone et fractures sociales au Cameroun	20
3.2. Construction d'un nouveau vivre-ensemble sur la base de la pluralité culturelle.....	22
3.2.1. Construction du vivre-ensemble par le dispositif juridico-politique	23
3.2.2. Construction du vivre-ensemble par le mécanisme politico-institutionnel	24
3.2.3. Construction du vivre-ensemble par le mécanisme socio-culturel.....	25
CONCLUSION.....	26
BIBLIOGRAPHIE	28

Cet article a été publié en juillet 2019 par l'Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale – AIFRIS au terme du 8^e Congrès de l'AIFRIS tenu à Beyrouth (Liban) du 2 au 5 juillet 2019. (https://aifris.eu/03upload/uplolo/cv5366_2678.pdf).

Référence électronique pour citer cet article :

TODJOM MABOU Albert Legrand, « De la crise anglophone à la construction d'un nouveau contrat social dans un contexte de pluralité culturelle au Cameroun », in https://aifris.eu/03upload/uplolo/cv5366_2678.pdf, Juillet 2019, 29p.

INTRODUCTION

Le vivre-ensemble repose sur le principe de l'acceptation de l'autre comme un semblable, mais un semblable différent de soi. Partant de ce principe, il est capital d'écarter toute attitude socio centrique ou ethnocentrique qui juge l'autre au prisme de sa culture ou de son ethnie. Le vivre-ensemble repose aussi sur un lien social qui, selon Serge PAUGAM, « a pour fonction d'unir les individus et les groupes sociaux et de leur garantir par des règles communément partagées, une coexistence pacifique. »¹ Relevant également l'importance du lien social dans la construction du vivre-ensemble, Emile DURKHEIM parle de la densité dans les groupes humains qui favorise la construction de la conscience collective : « La densité d'un groupe ne peut pas s'abaisser sans que sa vitalité diminue. Si les sentiments collectifs ont une énergie particulière, c'est que la force avec laquelle chaque conscience individuelle les éprouve retentit dans toutes les autres et réciproquement. »²

Le Cameroun, ayant été sous protectorat et mandat franco-britannique est tributaire d'un double héritage linguistique. Cela explique le fait que la langue française et la langue anglaise aient été adoptées comme langues officielles d'égale valeur selon les constitutions.

Depuis novembre 2016, le Cameroun vit une situation inédite dans son histoire. Partant de revendications corporatistes de l'association des enseignants (Cameroon Teachers' Trade Union) et celle des avocats, l'on est arrivé à des revendications sociales et politiques connues aujourd'hui sous l'appellation de « problème anglophone ». Cette crise sociopolitique est révélatrice de la grave crise du vivre-ensemble que traverse le Cameroun.

Le Cameroun se caractérise sur le plan social par son multiculturalisme car le pays compte près de deux cents groupes ethniques, chacune d'elles revendiquant une identité particulière. Le problème dit anglophone a suscité au Cameroun une prise de conscience du manque de politique de promotion du multiculturalisme. Cette crise sociopolitique conduit ainsi le pays à s'engager dans un processus de renégociation d'un nouveau contrat social dans un contexte de pluralité culturelle afin de promouvoir l'unité nationale et le développement. Il y a là comme le pense Francine SAILLANT, « une invitation à dépasser une vision ethniciste de la culture, basée sur des segmentations entre des groupes qui auraient hérité des traditions communes et qui partageraient un même mode de vie. »³

La présente recherche veut répondre à la question suivante : **Comment la crise anglophone au Cameroun peut-elle contribuer à la négociation d'un nouveau contrat social en capitalisant la pluralité culturelle qui caractérise le pays ?**

La réponse à cette question suscite quelques pistes de réflexion. Il convient d'abord d'avouer que la crise anglophone au Cameroun est considérablement liée à l'histoire sociopolitique du pays avec la croissance de multiples frustrations des camerounais d'expression anglaise. Ensuite, il faut reconnaître que la récupération politique des revendications corporatistes des enseignants et des avocats au Cameroun en 2016 par les séparatistes a contribué à la transformation du « problème anglophone » en « crise anglophone ». Par ailleurs, L'inefficience des solutions gouvernementales a favorisé la radicalisation des séparatistes et des groupes armés et est en train d'ouvrir les portes du Cameroun à un certain opportunisme international. Enfin, la crise anglophone, tout en relevant les fractures sociales au Cameroun peut être une opportunité historique de construction d'un nouveau contrat social pérenne basée sur la pluralité culturelle du Cameroun

¹ Serge PAUGAM, *Le lien social*, PUF, Paris, 2008, p. 6.

² Emile DURKHEIM, *Le Suicide*, PUF, Paris, 2016, p. 213

³ Francine SAILLANT, « Pluralité et vivre ensemble : paradoxes et possibilités » in Francine SAILLANT (Dir), *Pluralité et vivre-ensemble*, PUL, Canada, 2015, p 9.

Les données utilisées dans le cadre de cette recherche proviennent des entretiens semi-directifs effectués dans les localités en crise notamment dans la localité du Nord-Ouest où le conflit est plus intense. Nous avons ainsi eu des entretiens approfondis et itératifs pendant une dizaine de jours avec une vingtaine de personnes dans le Nord-Ouest et une dizaine de déplacés internes de la crise dans la ville de Yaoundé. Cet échantillon a été sélectionné parmi les populations civiles de sexe masculin et féminin sans aucun critère discriminatoire et les autorités traditionnelles, religieuses et politiques du Nord-Ouest. Les rapports des ONG internationales et locales sur la situation ainsi que l'observation directe pendant nos séjours dans les localités en crise, sont également les sources des données de notre analyse.

Mots clés :

Cameroun, crise anglophone, vivre-ensemble, contrat social, pluralité, diversité culturelle, ethnocentrisme, conscience collective, conscience individuelle

1. Comprendre les fondements de la crise anglophone

La crise sociopolitique qui secoue les régions d'expression anglaise du Cameroun depuis novembre 2016 et qui a reçu pour nom commun de baptême l'expression « crise anglophone »,⁴ trouve certaines de ses racines dans l'histoire et la réalité sociopolitique du pays. L'on distingue ainsi des causes lointaines et des causes immédiates qu'il convient d'analyser pour mieux comprendre la question.

1.1. Apparition et évolution historique du « problème anglophone »

Pour mieux comprendre la situation sociopolitique qui se vit aujourd'hui dans la partie anglaise du Cameroun, il est important de remonter un peu dans l'histoire politique du pays. En effet, la fin de la Seconde Guerre mondiale et surtout la défaite allemande affectent tous les territoires sous administration germanique dont le. La SDN chargée de déterminer l'avenir politique des anciennes colonies allemandes décide de confier l'administration politique du Cameroun à deux puissances internationales notamment la France et la Grande Bretagne. Cette décision qui est prise sans consulter le peuple camerounais, intervient alors que les deux grandes puissances coloniales se sont déjà installées dans le pays au lendemain de la défaite allemande à la guerre : « Le 4 mars 1916, la France et la Grande-Bretagne conviennent, sans consulter les Camerounais, du principe d'une administration commune du Cameroun. Le Territoire est arbitrairement divisé en deux zones géographiques inégales en superficie et en habitants. Le Cameroun oriental et central, soit 4/5^e du territoire, est placé sous le commandement militaire français. Le Cameroun occidental et septentrional, soit 1/5^e du territoire, est placé sous commandement britannique. » (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 151) Ce n'est finalement que le 6 mai 1919 que la France et l'Angleterre reçoivent officiellement de la SDN le mandat d'administration sur le Cameroun.

Dès lors, l'on peut se demander pourquoi la SDN n'a pas associé les Camerounais à la prise d'une décision relative à leur avenir politique. Par ailleurs, il serait intéressant de revoir si cette instance internationale n'a pas simplement constaté la possession du Cameroun par la France et la Grande Bretagne plutôt que de décider de leur attribuer le pays. De fait, ces puissances coloniales sont installées avant la décision d'attribution et le projet d'attribution est une proposition qui émane d'elles : « Le 6 mai 1919, la France et la Grande - Bretagne conviennent avec le Conseil suprême, toujours sans consulter les Camerounais, de proposer à la SDN des projets de mandat sur le Cameroun. » (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 164)

Cette division politique historique consacre la division sociale et linguistique à l'origine des fractures qui se conservent jusqu'aujourd'hui et qui justifie partiellement la crise sociopolitique que traverse le pays. En effet, le régime politique de mandat attribué par la SDN est encadré par certaines restrictions notamment le contrôle annuel de la SDN, le droit de pétition reconnu aux populations autochtones et le fait que la dévolution des territoires sous mandat de la SDN n'est théoriquement pas réservée aux seules puissances occupantes. Cependant, il est difficile de contrôler l'action civilisatrice mise en place par les deux puissances mandataires car chacune dans le territoire qui lui est confié imprime ses marques politiques et culturelles, d'autant plus que les méthodes de gestion sont différentes entre la France et l'Angleterre. Le secteur éducatif est illustratif de ces méthodes.

Dans la partie française du Cameroun, « un arrêté du 25 juillet 1921 institue un enseignement primaire et élémentaire qui est dispensé dans les écoles de brousse ou de villages, celles-ci étant coiffées par les écoles urbaines et régionales. Les études culminent à l'école primaire supérieure où sont formés les grands commis de l'administration. » (NJIALE , 2006) Cependant, l'on note une volonté d'assimilation des Camerounais à la culture française à travers l'éducation et la religion. Le principe de la « conquête morale » est un indice de cette réalité.

⁴ Puisqu'il s'agit d'une expression commune dans ce contexte, dans la suite du texte, nous n'allons plus la mettre entre les guillemets.

C'est pour cela que les enfants sont massivement poussés à l'école et les adultes à la religion chrétienne. Les raisons avancées par les autorités françaises pour cette assimilation sont d'une part la sauvegarde des intérêts de la France comme nouvelle puissance coloniale et la cohésion sociale compte tenu de la diversité des langues et cultures locales au Cameroun. « La population du Cameroun n'est pas homogène et les nombreuses tribus qui la composent se servent de dialectes forts différents. Il est de toute nécessité de créer entre elles un langage commun qui ne peut être que celui du peuple à qui est dévolue la souveraineté du pays. » (République Française, Septembre 1921, p. 431)

L'administration britannique a plus le souci de former ses auxiliaires pour l'administration et pour la gestion des commerces et plantations industrielles que de former les populations. C'est pourquoi « les besoins étant faibles pour l'ensemble de la région, on limite le nombre d'éléments admis dans les écoles « anglaises » fort peu nombreuses. De toute manière, la Grande-Bretagne utilisait les services de personnes formées au Nigéria. » (COURADE Georges, COURADE Christiane, 1978, p. p. 745)

Les chefs indigènes sont considérablement impliqués dans les activités éducatives. De fait, ils sont responsables, dans la mesure du possible, de la création et de l'entretien de ces écoles. Cette stratégie voulue par l'autorité britannique a pour objet de faciliter l'acceptation de l'école par les populations locales. Le corollaire sur le plan local, même s'il n'est pas explicitement voulu, est que les chefs indigènes veillent sur le contenu des enseignements pour permettre ainsi à leurs populations d'échapper à l'assimilation à laquelle sont soumises les populations des zones sous administration française.

Cette réalité a aidé les populations du Cameroun anglais de mieux conserver leur tradition et d'éviter la rupture sociale causée par l'accès des enfants à l'école. En effet, « les Britanniques ont admis, jusque vers la fin des années cinquante, l'usage des langues vernaculaires dans les premières années scolaires pour ménager aux enfants une transition entre le milieu familial et l'école. » (COURADE Georges, COURADE Christiane, 1978, p. p. 746) Par ailleurs, les maîtres dans le système anglophone bénéficient d'une bonne formation pédagogique et c'est d'ailleurs pourquoi l'administration britannique leur fait confiance en leur laissant la possibilité de prendre plusieurs initiatives pédagogiques dans les écoles. Il est question d'utiliser autant que possible les institutions et les classes dirigeantes traditionnelles de la zone anglaise du Cameroun dans l'administration courante de leur Territoire. C'est pourquoi : « En matière économique et sociale, la Grande - Bretagne abolit le travail forcé au Cameroun sous son administration pour les entreprises privées. Elle maintient cependant un travail obligatoire pour les travaux et services publics comme la construction de routes par exemple. Cette forme de travail forcé est soumise à l'approbation administrative et doit nécessairement faire l'objet de rémunération. » (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 334) Il convient de relever que les travaux forcés continuent dans le Cameroun Français.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et surtout avec la naissance de l'ONU qui remplace la SDN, le statut juridique du Cameroun connaît un changement. Il passe du statut de Mandat à celui de Tutelle. Ce nouveau processus qui implique à un nouveau statut international est une fois de plus imposé sans le consentement des populations concernées. Il s'agit, dans la réalité, uniquement d'un changement de régime juridique car le pays demeure entre les mains des mêmes puissances étrangères. Ce changement de statut juridique n'affecte donc pas réellement le vécu quotidien des populations ni les méthodes de gestion des puissances étrangères car « malgré son statut international, le Cameroun francophone est un « Territoire associé » de l'Union française. Quant au Cameroun anglophone, il est associé dans son administration par le Royaume - Uni à sa colonie du Nigéria. » (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 367) Les clauses qui définissent ce nouveau régime juridique se trouvent dans le chapitre XII de la Charte des Nations Unies et dans les Accords de tutelle qu'approuvent les Nations unies le 13 décembre 1946. C'est cette administration politique sans consultation locale

qui va éveiller chez les populations camerounaises le désir d'autonomie ou de prise en compte de leurs opinions.

Compte tenu du fait que les deux parties du Cameroun sont gouvernées de manière indépendantes par l'administration française et l'administration anglaise, le processus de croissance des désirs d'autonomie ainsi que les associations corporatistes et politiques qui vont naître dans la partie française du Cameroun sont différentes de celles qui se développent le jour dans la partie anglaise. La vision, le leadership ainsi que la structure de résistance à l'autorité administrative sont ainsi différents d'un endroit à un autre et sont influencés par les logiques politiques et culturelles de la puissance étrangère qui administre chaque partie. On peut y noter ainsi les racines de la division sociale, politique et culturelle qui conduisent chaque partie du pays à vouloir s'identifier à la puissance étrangère qui la gouverne.

Dans la partie française du Cameroun, plusieurs formations politiques voient le jour : le Mouvement d'Action Nationale du Cameroun (MANC) de Paul Soppo Priso, le Bloc Démocratique Camerounais (BDC) de Louis Paul Aujoulat, l'Union Camerounaise (UC) d'Ahmadou Ahidjo, le Mouvement des Indépendants et Paysans Camerounais (MIPC) de Mathias Djoumessi, le Parti des Démocrates Camerounais (PDC) de Louis-Tobie Mbida, l'Évolution Socialiste Camerounaise (ESOCAM) de Pierre Dimila et L'Union des Populations du Cameroun (UPC). Chacun de ces partis politiques a sa vision et aucune alliance politique ne se noue entre les partis. Il faudra attendre la naissance de l'ATCAM (Assemblée Territoriale du Cameroun) qui se transforme en ALCAM (Assemblée Législative Camerounaise) en 1957 pour que se forment quelques alliances. En effet, ces deux acronymes correspondent à l'instance législative dans la partie française du Cameroun au sein de laquelle chaque formation politique dispose de sièges. Lorsque ces formations politiques se consultent pour demander l'indépendance du Cameroun, « Félix Roland Moumié, le président du comité-directeur de l'Union des populations du Cameroun (UPC), exige l'organisation préalable d'une consultation électorale pour légitimer les dirigeants et les institutions politiques du futur Cameroun indépendant. » (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 600)

Dans la partie anglaise, plusieurs courants politiques, parfois antagonistes naissent surtout avant la Conférence de Berlin de 1957 portant sur les réformes politiques au Cameroun. L'on relève ainsi le courant politique représenté par le Kamerun National Congress (KNC) de Emmanuel Endeley et le Kamerun People's Party (KPP) de Nerius Mbile qui prônent la négociation immédiate d'une autonomie définitive du Cameroun anglais au sein de la Fédération nigériane. Par ailleurs un autre courant politique représenté par le Kamerun National Democratic Party (KNDP) de John NGU FONCHA et le One Kamerun (OK) de Ndeh Ntumazah, soutiennent quant à eux la séparation immédiate d'avec la Fédération nigériane et l'union plus tard avec le Cameroun sous administration française.

C'est donc avec des marques de division que le Cameroun accède à l'indépendance. Cette division apparaît à plusieurs niveaux. D'une part, le processus vers l'indépendance est différent entre les deux parties du pays et est coordonné par chaque puissance coloniale. C'est ce qui justifie le fait que les deux parties du Cameroun n'accèdent pas à l'indépendance à la même date. D'autre part, les divisions idéologiques entre les formations politiques et les courants politiques affectent le processus et empêchent les deux parties du territoire d'atteindre sereinement l'indépendance.

N'étant pas d'accord avec le résultat de l'arbitrage de l'ONU sur l'avenir politique du Cameroun, l'UPC de Félix Moumié et ses alliés politiques, rejettent la résolution 1349 (XIII) qui sanctionne l'arbitrage de l'Assemblée générale des Nations Unies et se retranchent derrière le slogan de « l'indépendance véritable » pour légitimer l'usage de la violence dans leurs combats politiques. C'est ainsi que « le 31 mai 1959, le Comité directeur de l'UPC annonce depuis Le Caire la création de l'Armée de libération nationale du Kamerun (ALNK) supposée être la branche armée du parti. Avec la création de l'ALNK, l'UPC de Félix Roland Moumié

se donne pour objectif d'imposer par la violence les options politiques qu'elle préconise pour l'indépendance du Cameroun. » (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 615) Le 1^{er} janvier 1960 et malgré l'opposition de l'UPC, la tutelle des Nations Unies est levée sur la partie française du Cameroun permettant à celui-ci d'accéder à l'indépendance. C'est dans ce contexte de rébellion que la partie française accède à l'indépendance.

L'accès à l'indépendance de la partie anglaise du Cameroun est renvoyé à plus tard. En effet, la résolution 1350 (XIII) de l'ONU prévoit « sur l'initiative du Royaume-Uni, l'organisation d'un référendum dans le Cameroun septentrional pour décider du rattachement ou pas de ce Territoire camerounais à la région nord de sa colonie du Nigéria avant son accession à l'indépendance prévue le 1er octobre 1960. » (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 623) Au terme de cette consultation électorale qui se déroule le 7 novembre 1959 où en réalité, il est question de choisir le rattachement à la région nord de la fédération du Nigéria ou de renvoyer à plus tard le choix de l'avenir juridique de cette partie du Cameroun, 62% d'électeurs choisissent que leur avenir juridique soit décidé ultérieurement. Mais cette deuxième option prévoyait la réunification du Cameroun selon ses frontières d'avant le début de mandat en 1914. C'est d'ailleurs pourquoi l'ONU programme immédiatement une nouvelle consultation électorale des citoyens de cette partie du Cameroun qui cette fois devront choisir entre la réunification avec la République du Cameroun et l'unification à la Fédération nigériane. Ce plébiscite a lieu les 11 et 12 février 1961 dans les parties septentrionales et méridionales du Cameroun sous administration britannique. Il s'agit de choisir une option parmi les deux proposées au plébiscite à savoir : « Désirez-vous accéder à l'indépendance en vous unissant à la République camerounaise indépendante ? Désirez-vous accéder à l'indépendance en vous unissant à la Fédération nigériane indépendante ? » (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 643)

Cette nouvelle consultation électorale laisse transparaître une fois de plus les clivages politiques entre les leaders politiques de cette partie du Cameroun. De fait, alors que John NGU FONCHA, Président du KNDP et Premier ministre du Cameroun méridional milite pour la réunification avec le Cameroun francophone déjà indépendant, son rival politique Emmanuel Endeley du Cameroon Peoples National Congress (CPNC), par ailleurs leader de l'opposition parlementaire est, quant à lui, favorable au rattachement du Cameroun méridional à la Fédération nigériane. Les résultats de ce plébiscite donnent raison à John NGU FONCHA car à l'issue des élections, la partie septentrionale du Cameroun anglophone préfère le rattachement à la Fédération nigériane tandis que la partie méridionale choisit la réunification avec le Cameroun francophone indépendant depuis le 1er janvier 1960. Ces fractures et mésententes politiques dans cette partie du territoire, toujours non résolues au moment historique de la réunification des deux parties du Cameroun restent gravées dans les mémoires individuelles et affectent le développement politique, social et économique ultérieur. Elles refont fréquemment surface sous diverses formes ou alors elles resurgissent régulièrement dans certaines situations qui rouvrent de vieilles blessures et exacerbent chez certaines personnes des sentiments d'amertumes et de rancune. La crise déclenchée en novembre 2016 est l'occasion la plus récente.

Lors des crises précédentes, certaines initiatives vont immédiatement être prises par le gouvernement fédéral du Cameroun pour réconcilier les différentes parties. C'est le cas de la Conférence de Foumban du 17 au 22 juillet 1961. En effet, même pour ceux qui ont préféré la réunification avec le Cameroun francophone, il est clair que pendant la modélisation institutionnelle il faut sauvegarder le double héritage culturel et politique dans le Cameroun réuni. C'est pourquoi les leaders politiques anglophones exigent qu'« a la Conférence de Foumban, l'unité dans le respect des héritages sociopolitiques respectifs [soit] modélisée dans le cadre d'une République fédérale. (BOUOPDA, 2018, p. Emplacement 769)

Il convient de relever qu'en préférant la réunification, le courant politique porté par John NGU FONCHA espérait affaiblir politiquement son rival qui devait perdre son influence dans

le paysage politique du Cameroun entier. Mais l'évolution politique ultérieure ne va pas être favorable territoire car, au lendemain de la réunification, un nouveau projet politique perce sous l'instigation d'Ahmadou Ahidjo, président de la république fédérale du Cameroun. Ce projet politique suggère le passage de l'Etat fédéral à l'Etat unitaire. A cet effet, BOUOPDA Pierre Kame relève l'échec de l'opportunisme de John NGU FONCHA: « En contribuant pour des raisons opportunistes au démantèlement du pluralisme politique du début des années 1960, les dirigeants du Cameroun anglophone ont paradoxalement aidé les dirigeants du Cameroun francophone à faire prévaloir la forme unitaire de l'État qui est leur option préférentielle. »

Cette période inaugure le début de la confrontation politique entre le Cameroun francophone et le Cameroun anglophone à travers les leaders politiques des deux parties du pays. C'est cette confrontation politique qui perdure jusqu'à nos jours même si son visage et ses manifestations varient fréquemment. Les leaders anglophones ne manquent pas généralement l'occasion d'exprimer leur ressentiment en accusant leurs frères francophones de supercherie politique. De fait, « contrairement aux attentes des anglophones, le fédéralisme n'a pas permis une parité stricte pour ce qui concerne leur héritage culturel et ce qu'ils considèrent comme leur identité d'anglophone. Il s'est révélé n'être qu'une phase transitoire de l'intégration totale de la région anglophone dans un Etat unitaire fortement centralisé. » (KONINGS, 1996, p. 25) Ce ressentiment a pris de l'ampleur dans la conscience collective des ressortissants de cette partie du Cameroun avec introduction dans le vocabulaire populaire des termes tels que « marginalisé », « exploité » et « assimilé » par lesquels ils se caractérisent dans un Etat dominé par les francophones.

L'unification qui intervient le 20 mai 1972, bien qu'elle soit acceptée par la majorité des Camerounais de cette époque, est difficilement acceptée aujourd'hui par certains leaders intellectuels et politiques des régions d'expression anglaise. En effet, la fonction de vice-président de la république fédérale qui fixait potentiellement les Anglophones en position de prendre le pouvoir après la présidence francophone est supprimée. Il s'ensuit une période de vide institutionnel entre 1972 et 1975 car aucune alternative institutionnelle n'est trouvée pour ce poste. Lorsque le poste de Premier Ministre est finalement créé en 1975 pour remplacer celui de Vice-Président d'avant le référendum de 1972, il est confié à un Camerounais d'expression française qui deviendra en 1982 le deuxième président du Cameroun suite à une succession constitutionnelle. Les Camerounais d'expression anglaise se sentent ainsi « frustrés en raison de leur perception de leur marginalisation politique, de la faiblesse de la mise en valeur des ressources à leur profit, en particulier le pétrole, et des tentatives de 'francisation'. » (KONINGS, 1996, p. 26) Pourtant l'option choisie par la majorité de s'allier à la partie française du Cameroun déjà indépendante n'était qu'une première étape pour les ressortissants des régions anglophones afin d'accéder à leur propre indépendance.

L'adhésion à l'Etat fédéral du Nigéria devait rendre ce projet plus difficile compte tenu des nombreuses frustrations et marginalisations que les populations avaient déjà vécues pendant la période de la tutelle et du mandat britannique où elles étaient annexées au Nigéria sur le plan juridique et administratif. Les populations craignaient ainsi d'être facilement assimilées au Nigéria à cause de la supériorité numérique des populations nigérianes et de leurs structures politiques et juridiques déjà solidement mises en place. La réunification au Cameroun a plutôt réduit totalement les chances de l'indépendance dont rêvaient certains leaders politiques anglophones car ils vont vivre l'expérience qu'ils voulaient pourtant éviter. C'est ce qui explique aujourd'hui les nombreuses revendications politiques car en quelques décennies, le problème dit anglophone est passé d'un besoin de reconnaissance et d'autonomie en une grave crise identitaire d'une population qui se sent marginalisée. Mais certains événements et circonstances ont déclenché de manière immédiate, la phase actuelle des revendications et le passage du « problème anglophone » à la crise anglophone » s'est largement ouvert.

1.2. Du « problème anglophone » à la « crise anglophone »

Depuis l'indépendance dans les années 60 jusqu'à octobre 2016, l'on parlait du « problème anglophone ». Ce problème se résumait à un ensemble de promesses non respectées depuis la réunification et des frustrations subséquentes accumulées. Les régions anglophones du Cameroun jugent partiales, injustes et marginales la gestion politique du gouvernement fédéral après la réunification en 1961 et l'instauration de l'Etat unitaire en 1972 ainsi que la gestion politique du gouvernement qui prend le relais en 1982. La politique d'assimilation du gouvernement précédent, selon les leaders politiques anglophones, le nouveau procède à l'effacement des marques historiques de la séparation avec le retrait du terme « unie » dans la dénomination officielle du Cameroun, le 4 février 1984, à la faveur d'une révision constitutionnelle adoptée par l'Assemblée Nationale.

L'espoir de changement suscité au Cameroun après le départ d'Ahmadou Ahidjo, en novembre 1982, s'est très rapidement converti en illusions dont on mesure l'ampleur surtout chez les Camerounais d'expression anglaise. Le 9 juin 1990, l'extrait de la lettre de démission de John NGU FONCHA du poste de premier vice-président du RDPC, parti au pouvoir, traduit la profondeur du « problème anglophone » sur le point de se transformer en crise : « Tous les projets de l'ancien Cameroun occidental que j'avais lancés ont été mal gérés et ruinés, par exemple la Banque Ouest Camerounaise, la Commission de Marketing du Cameroun occidental, l'AMA à Wum, le mouvement coopératif du Cameroun occidental. Alors que j'ai passé toute ma vie à me battre pour avoir un port en haute mer à Limbé (Victoria), ce projet a été abandonné. Toutes les routes du Cameroun occidental que mon gouvernement avait construites, améliorées ou maintenues ont été détériorées, rendant Kumba-Mamfé, Mamfé-Bamenda, Bamenda-Wum, Kumbo-Wum, Kumbo-Bamenda inaccessibles par la route. » (WOMAH MUKONG, 1990, p. 155)

La naissance du multipartisme au Cameroun en 1990 réactive les anciennes revendications Anglophones qui expriment leur frustration face à un État camerounais dominé par les Francophones. Ces revendications se cristallisent par la création du SDF ou Social Democratic Front par John FRU NDI, qui transforme très vite son parti en principal parti d'opposition. En plus de rassembler la majorité des populations des régions d'expression anglaise du Cameroun, ce parti attire une partie considérable des populations d'expression française. A partir de cette date l'expression « Southern Cameroun » se fait de plus en plus présente dans les conversations locales et politiques pour se référer à l'ancienne partie sous domination britannique avant l'indépendance. Il est désormais question de restaurer l'autonomie. Les populations sous l'instigation de leurs leaders politiques « prétendent que l'Union entre les deux parties du Cameroun ne repose sur aucune base constitutionnelle, la procédure de révision de la Constitution fédérale n'ayant pas été respectée par Ahidjo si bien que le Cameroun anglophone se trouverait toujours sous tutelle. En conséquence, les Nations unies devraient condamner son annexion par la République du Cameroun. » (KONINGS, 1996, p. 29) La République du Cameroun renvoie désormais uniquement à la partie d'expression française du Cameroun.

Une étape majeure est franchie en 1993 lorsque les élites intellectuelles et politiques ainsi que les associations anglophones se regroupent au sein d'une même structure de pression dénommée AAC ou All Anglophone Conference. Le but de cette instance est « d'adopter une position anglophone commune au sujet de la réforme constitutionnelle et d'étudier des questions relatives à leur développement social, à leur territoire et à celui de tout le Cameroun. » (KONINGS, 1996, p. 30) La fameuse « déclaration de Buéa » qui sanctionne la fin de la conférence relève la domination francophone au Cameroun et invite au retour à l'Etat fédéral. Loin de traduire de manière impartiale la réalité, décrit le citoyen d'expression française comme un oppresseur visant à souligner le fossé insurmontable entre les deux communautés et par conséquent l'impossibilité de leur vivre ensemble dans un Etat unitaire : « Efficace pour

mobiliser les anglophones, cette manière de voir constitue un obstacle sérieux à toute sympathie francophone pour la cause des anglophones et ne prend pas en compte les liens ethniques variés entre anglophones et francophones. » (KONINGS, 1996, p. 30)

Toutefois, l'AAC a soumis au terme des assises des propositions pour éviter de déboucher sur une crise majeure. Il s'agit entre autres en plus du retour à l'Etat Fédéral, d'une large autonomie au niveau politique, financier et fiscal pour les deux Etats fédérés ainsi que pour les provinces et départements de chaque Etat, dans le cadre d'une séparation réelle des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Par ailleurs la Conférence a suggéré la création d'un Sénat et d'une Assemblée nationale au niveau fédéral, d'une Chambre des chefs et des représentants au niveau de chacun des États Fédérés et finalement une alternance à la présidence de la République fédérale et de l'Etat fédéré anglophone.

Face au refus du gouvernement d'échanger sur les propositions avancées, l'ACC au terme d'une nouvelle conférence convoquée du 29 avril au 2 mai 1994, se dit prête à cheminer vers l'indépendance totale si le gouvernement « persiste dans son refus d'engager des réformes constitutionnelles substantielles ou ne les réalise pas dans un laps de temps raisonnable. » Elle se dit prête par ailleurs à proclamer « l'indépendance du Southern Cameroon, en prenant toutes les mesures nécessaires afin de défendre et de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de celui-ci. » La défiance de l'autorité institutionnelle ou la remise en question de l'autorité de l'Etat, malgré le risque auquel elle expose les contrevenants, prend corps dans les consciences individuelles et collectives des populations des régions d'expression anglaise. Comme le reconnaît Joseph TCHINDA KENFO: « À l'action des élites se substituent progressivement celle des masses populaires digne d'une "géopolitique par le bas". » (TCHINDA KENFO , 2017, p. 7)

L'inflexibilité du gouvernement à céder aux demandes formulées est confrontée à la ténacité et à une égale inflexibilité des leaders de l'ACC qui vont par ailleurs se radicaliser progressivement. Certains moments de ce processus comportent entre autres la transformation du All Anglophone Conference (ACC) en Southern Cameroon's Peoples Conference (SCPC). Parmi ses objectifs, le SCPC veut « mobiliser la communauté anglophone en faveur de la création d'un Etat fédéral ou du Southern Cameroon indépendant. Les leaders se sont aussi lancés dans une offensive diplomatique afin de pouvoir bénéficier de soutiens internationaux au sein des Nations Unies et du Commonwealth. » (KONINGS, 1996, p. 31) Plusieurs tentatives de faire entrer le Southern Cameroon au Commonwealth au détriment de la République sont effectuées mais en vain. Ces tentatives ont tout de même occasionné un rejet de la candidature de la République du Cameroun à cette instance avant son admission le 1^{er} novembre 1995.

Sur le plan éducatif, le sous-système anglophone est mis en péril à cause de la francophonisation non déclarée officiellement de l'enseignement technique et professionnel. De fait, les structures éducatives de cet ordre d'enseignement en zone anglophone ont fonctionné depuis 1972 en langue française et avec les mêmes programmes qu'en zone francophone. Par ailleurs, les élèves qui ont fréquenté ces structures éducatives ont été soumis aux examens officiels du CAP, du Probatoire et du Baccalauréat techniques comme en zone francophone. Cette réalité éducative a continué même après la création du GCE Board, institution chargée d'organiser les examens officiels du sous-système anglophone. En outre, les enseignants de l'enseignement technique en zone d'expression anglaise ont longtemps été majoritairement francophones jusqu'en 2009 après l'ouverture de la première Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique à Bambili dans le Nord-Ouest.

Cette situation a considérablement contribué à accroître chez les Camerounais d'expression anglaise le sentiment de subir un véritable impérialisme culturel de la part de leurs compatriotes d'expression française. Les ressortissants des régions d'expression anglaise du Cameroun qui n'ont pas accepté cette situation ont été obligés de se déplacer au Nigéria et d'autres pays

d'expression anglaise de l'Afrique, d'Europe et d'Amérique. Mais le désir de se révolter contre cette situation n'a jamais quitté les cœurs.

Depuis l'époque coloniale, les structures éducatives dans la partie anglaise du Cameroun ont toujours mis un accent particulier sur la transmission des valeurs civiques de bonne moralité, de citoyenneté, d'ardeur au travail ou encore d'obéissance. Cette transmission des savoirs pratiques était assurée au travers des cours de religion et de morale dispensés à tous les niveaux, dans l'enseignement public, privé laïc et confessionnel. Ces deux matières ont été officiellement disqualifiées en 1976 par un décret présidentiel comme critères d'admission à l'université ou d'accès à un emploi au Cameroun. Les Camerounais d'expression anglaise ont ainsi vu en une telle décision la volonté de l'Etat de francophoniser leur sous-système éducatif. Ils expriment parfois amèrement ce ressentiment : « *Le gouvernement camerounais a toujours voulu détruire le sous-système éducatif anglophone. Il a obligé pendant longtemps nos enfants qui ont choisi l'enseignement technique à étudier en français alors que leur première langue est l'anglais. De plus dans les écoles anglophones on a plusieurs enseignants qui enseignent en anglais alors qu'ils ne maîtrisent pas cette langue. C'est pour rendre idiots nos enfants. C'est méchant !* »⁵

Avec la création des universités anglo-saxonnes au Cameroun suite au constat des échecs récurrents des étudiants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les universités nationales, qui pourtant sont bilingues, ne manquent pas de recenser un nombre considérable d'enseignants et d'administrateurs venant des régions d'expression française même dans les structures universitaires pourtant anglo-saxonnes. A cela s'est ajoutée la migration de milliers d'étudiants d'origine francophone dans ces universités, attirés par la qualité reconnue du système éducatif anglophone. En effet beaucoup d'élèves et de parents francophones ont découvert, après la création du GCE Board en 1993, que les diplômes obtenus dans les structures secondaires et universitaires anglophones offrent davantage d'opportunités pour continuer les études ou pour accéder à un emploi de qualité dans le monde. Par ailleurs, en plus de la France, d'autres alternatives pour les études supérieures s'offrent aux Etats-Unis, au Canada ou encore en Inde. Le sous-système anglophone se présente donc comme le meilleur moyen pour se préparer à intégrer ce monde anglo-saxon. De « nouveaux anglophones » apparaissent ainsi au Cameroun et le deviennent par la langue et la scolarité et non pas par la culture ou l'origine ethnique. La croissance de leur nombre commence à être considérée comme une menace pour les « anciens anglophones » constitués par les camerounais d'expression anglaise qui le sont de par l'histoire de l'administration britannique au Cameroun.

De fait, le critère linguistique est loin d'être l'élément fondamental qui définit l'identité anglophone au Cameroun. Cette identité est avant tout géographique et culturelle. Les anglophones au Cameroun défendent avoir une identité culturelle qui de par ses particularités socioculturelles et ses délimitations géographiques les distinguent des autres régions et ethnies du Cameroun. Ces délimitations écartent les Camerounais d'origine francophone qui sont installés depuis longtemps dans les zones anglophones même s'ils y possèdent des biens et des liens. Elles excluent également les francophones qui ont une maîtrise de l'anglais parce qu'ils ont acquis une éducation anglo-saxonne ou ont étudié dans des établissements du sous-système anglophone nombreux en zones francophones. Toutefois, il devient difficile aujourd'hui de défendre absolument cette définition de l'identité anglophone. En effet, avec le brassage culturel, plusieurs mariages interculturels se sont scellés entre les Camerounais des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et ceux des autres régions parfois sur plusieurs générations. L'identité culturelle des descendants de ces couples interculturels se révèle difficile à déterminer. Les critères absolus de définition de l'identité anglophone tels qu'élaborés auparavant deviennent anachroniques et peuvent être à l'origine d'une crise identitaire.

⁵ Propos recueillis pendant notre enquête de terrain du 2 au 6 mars 2019, dans le village Nkwen à Bamenda dans le Nord-Ouest du Cameroun. (Traduit de l'anglais au français par nous-mêmes).

Tous ces griefs de nature identitaire, sociopolitique et linguistique sont restés dans la conscience individuelle et collective des camerounais d'expression anglaise avec toutes leurs implications psychologiques. La répression gouvernementale subséquente et les tentatives de division de la résistance en octroyant des postes-clés aux ressortissants des régions d'expression anglaise n'ont réussi ni à effacer de la mémoire populaire la lutte pour la reconnaissance d'une identité culturelle particulière ni à freiner raisonnablement les campagnes de sensibilisation dans les différentes villes des régions concernées. Piet KONING à ce sujet pense que « la volonté manifeste du régime de nier tout « problème anglophone » et sa détermination à défendre l'Etat unitaire par tous les moyens, pourraient provoquer une escalade des revendications anglophones jusqu'à un point de non-retour. » (KONINGS, 1996, pp. 33-34) Ce point semble avoir été finalement atteint en octobre 2016 où l'on a assisté à la transformation du « *problème anglophone* » en « *crise anglophone* » avec successivement les revendications corporatistes des enseignants, ensuite celle des avocats et enfin la récupération politique par les leaders séparatistes. Par ailleurs, le risque que la crise anglophone elle-même se transforme en « *guerre civile anglophone* » s'accroît considérablement chaque jour à cause de l'escalade des violences.

2. Gestion de la crise anglophone : entre récupération, échec des solutions gouvernementales et opportunisme international

2.1. Récupération politique des revendications corporatistes

« Nous avons tout fait pour engager le dialogue. Depuis le 15 mai 2015, nous réclamons la traduction en anglais des actes uniformes de l'OHADA ». Ces propos d'un avocat gréviste résument les deux principales raisons qui l'ont motivé ainsi que ses collègues à engager la grève historique initiée le 11 octobre 2016. Il s'agit de réclamer la traduction des actes uniformes de l'OHADA et de dénoncer le refus du dialogue de la part des autorités gouvernementales. L'absence de traduction des actes de l'OHADA n'est en réalité que l'un des malaises qui rongent l'ordre des avocats d'expression anglaise du Cameroun. L'une de leurs préoccupations est l'oubli délibéré ou l'abandon flagrant du Common Law dans les tribunaux des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au profit du code civil qui s'applique dans les régions d'expression française.

En plus de cette défaillance juridique, plusieurs magistrats affectés dans ces régions ne s'expriment pas du tout en langue anglaise ou alors n'en ont qu'une connaissance sommaire. C'est pourquoi les avocats d'expression anglaise « critiquent la francophonisation des juridictions de la Common Law, qui se traduit par l'affectation en zone anglophone de magistrats francophones ne maîtrisant ni la Common Law, ni l'anglais, et par l'affectation de notaires, alors que cette fonction est exercée par les avocats dans le système de la Common Law » (International Crisis Group, 2017, p. 9) Les avocats de la Common Law n'étaient pas à leur première récrimination. Ils avaient déjà fait valoir par le passé les mêmes revendications auprès de leur Ministère de tutelle, le Ministère de Justice mais sans obtenir de réponse adéquate. Ils avaient même brandi les menaces de création d'un ordre d'avocats anglophone autonome comme à l'époque du fédéralisme, mais leurs menaces n'avaient pas réussi à faire frémir les autorités compétentes.

La première récupération de la crise initiée par ces avocats intervient le 8 novembre 2016 lorsque les avocats, ayant mobilisé des centaines de personnes pour une marche à Bamenda en réitérant leur demande d'une restauration pleine du système de la Common Law, sont rejoints par des « motos taximen » communément appelés « Okada boys » dans les régions d'expression anglaise. La réaction des forces de sécurité n'ayant pas tardé, plusieurs « moto taximen » et avocats sont molestés et certains arrêtés. « En réaction, des jeunes et des Okada boys installent des barricades à plusieurs carrefours et les affrontements entre manifestants et gendarmes font

plusieurs blessés. » (International Crisis Group, 2017, p. 9) Certaines images de scènes de grève et des ripostes des forces de l'ordre sont largement partagées dans les réseaux sociaux, provoquant la colère et des réactions multiples des autres Camerounais à l'intérieur et à l'extérieur du Cameroun et même des non-Camerounais.

Le 21 novembre 2016 les enseignants prennent le relais des avocats et engagent aussi une grève par laquelle ils expriment également leurs griefs. Les enseignants d'expression anglaise s'insurgent contre : « le manque d'enseignants anglophones, l'affectation d'enseignants ne maîtrisant pas l'anglais et le non-respect du caractère « anglo-saxon » des écoles et universités de la zone anglophone. » (International Crisis Group, 2017, p. 9). Ces enseignants souhaitent avoir des structures éducatives secondaires et universitaires où l'anglais est l'unique langue d'apprentissage, où la présence d'associations estudiantines ainsi que les syndicats d'enseignants est encouragée, et où l'autonomie vis-à-vis du pouvoir central est effective quant à l'élection des recteurs et doyens de facultés, ainsi qu'au recrutement des enseignants.

C'est au cours de cette deuxième grève qu'intervient une autre récupération de la crise. En effet, des milliers de personnes aux revendications diverses, allant de l'absence de routes et autre projets structurants dans les régions d'expression anglaise jusqu'à la marginalisation des anglophones. Ce n'est plus la grève des avocats ou des enseignants d'expression anglaise à eux seuls. L'occasion est donnée à tous les ressortissants des régions d'expression anglaise du Cameroun d'exprimer leur mal-être. Joseph TCHINDA KENFO résume cette phase de récupération de la crise en ces termes : « A la suite des revendications des avocats anglophones et des marches supposées des enseignants de même expression, nous avons assisté à une vague de protestations sans précédent, allant de la désobéissance civile jusqu'aux appels à la sécession en passant par l'appel à un retour à la fédération, les affrontements, la grève des enseignants, une vaste campagne de dénonciation via les réseaux sociaux.» (TCHINDA KENFO , 2017, p. 2)

C'est à partir de ce moment que l'on passe progressivement des revendications jusque-là corporatistes à des revendications sociales avec des populations variées qui se joignent aux manifestants pour exprimer leurs malaises sociaux et finalement à des revendications politiques avec des acteurs politiques et surtout des leaders sécessionnistes qui s'associent aux mouvements d'humeur. Ces derniers trouvent dans les mouvements d'humeur des avocats, des enseignants et des populations des régions anglophones une opportunité idoine pour leur proposer leur idéologie indépendantiste. Compte tenu de la situation, de la croissance des malaises et surtout de la répression violente du gouvernement, cette idéologie sécessionniste reçoit facilement l'adhésion de la majorité des grévistes. C'est ainsi que deviennent populaires les différents mots d'ordre de grève et que s'installe la radicalisation des positions. Les réactions brutales des forces de l'ordre contribuent considérablement à l'escalade des violences et à l'instauration d'une véritable crise sécuritaire. S'ensuivent la désobéissance civile et l'institution des « ghost town »⁶ organisées par les leaders sécessionnistes, par ailleurs non clairement identifiés et respectées par les populations locales. Les « ghost town » renvoient à des journées où aucune activité commerciale, champêtre, scolaire, académique ou administrative n'est admise.

La crise dont l'épicentre était encore la région du Nord-Ouest est récupérée par la région du Sud-Ouest à partir du 28 novembre 2016 à travers la grève non autorisée des étudiants de l'Université de Buéa. Ceux-ci engagent une marche dite pacifique pour « réclamer le versement de la prime d'excellence du chef de l'Etat, dédiée aux étudiants, dénoncer l'interdiction en 2012 de l'University of Buea Student Union (UBSU) et protester contre l'instauration d'une pénalité en cas de retard de paiement des frais de scolarité et de frais additionnels pour consulter les résultats des examens. » (International Crisis Group, 2017, p. 10) L'intervention de la police,

⁶ Connue communément en français sous l'expression « ville morte », il s'agit des journées où aucune activité, ni mouvement de biens ne sont autorisés. Quelques mouvements de personnes sont tolérés.

loin de calmer les étudiants grévistes, se transforme en confrontation entre les deux groupes dont les forces sont pourtant disproportionnelles. C'est ainsi que de nombreux étudiants affirment avoir été violemment réprimés par la police : « *Certains de mes camarades garçons et même filles ont été battus, arrêtés, roulés dans la boue, déshabillés et poursuivis parfois jusque dans les domiciles. C'est ainsi que certains qui n'avaient même pas participé à la marche et qui étaient restés dans leurs chambres d'étudiants ont subi le même sort puisque la police y est entrée.* »⁷ D'une part, l'intervention de la police peut se justifier par l'absence de l'autorisation de marcher, d'autre part, il y a lieu de s'interroger sur l'utilisation excessive et disproportionnée de la force contre des étudiants. Cette stratégie a engendré comme conséquences la croissance du sentiment d'injustice déjà présent et la radicalisation des revendications qui sont progressivement récupérées par les acteurs politiques appuyés par les étudiants et les populations locales.

Cette récupération politique n'est pas seulement l'apanage des acteurs politiques de l'opposition ou de l'idéologie sécessionniste mais aussi celle du parti au pouvoir à savoir le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). Le 8 décembre 2016, ce parti tente d'organiser à Bamenda une rencontre pour montrer que le gouvernement demeure populaire dans les régions anglophones. Cette initiative s'est finalement transformée en véritable confrontation violente entre les populations locales, les forces de l'ordre et les officiels du parti arrivés dans la ville pour cet événement de propagande. Le bilan fait état de plusieurs morts, de nombreux blessés, de personnes arrêtées, d'un commissariat de police, d'édifices et de véhicules administratifs incendiés.

Cet événement et l'escalade de violence qui s'ensuit ainsi que le tumulte du 26 novembre à Buéa ont considérablement contribué à la médiatisation interne et externe de la crise. En effet, depuis ces moments, les ressortissants des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest de la diaspora se mobilisent fortement en vue de soutenir matériellement et financièrement la crise. Puisque la majorité des défenseurs de l'idéologie sécessionniste se recense dans la diaspora, l'on peut comprendre pourquoi cette idéologie a pris de l'ampleur à l'extérieur. La multiplication des messages soutenant cette idéologie et invitant à tort à la haine envers les « francophones et à un soulèvement en vue de libération des « anglophones » dans les réseaux sociaux, a entraîné la radicalisation des populations locales et le respect scrupuleux des instructions sécessionnistes notamment les « ghost town » et la fermeture des écoles.

Les avocats et les enseignants d'expression anglaise se retrouvent finalement dessaisis de leurs revendications sociales car celles-ci ont été récupérées par les acteurs politiques qui les ont transformées en de véritables revendications d'ordre politique. La preuve est que les responsables du barreau du Cameroun et les leaders des avocats d'expression anglaise ont appelé au retour dans les tribunaux, mais très peu d'avocats ont obtempéré. Pareillement, lorsque les responsables du syndicat des enseignants anglophones ou Teacher Trade Union ont invité les enseignants, parents et élèves à retourner dans les salles de classe, leur appel est resté vain ou très timidement suivi.

D'ailleurs, ceux qui ont essayé d'obtempérer ont été terrorisés par les sécessionnistes qui contrôlent désormais la crise. Des élèves et enseignants ont ainsi été battus sur le chemin de l'école et dans l'enceinte des établissements. D'autres ont été kidnappés et n'ont été libérés qu'après paiement de rançons. Certains ont froidement été exécutés par les « terroristes ». Malgré l'assurance du gouvernement à travers la mobilisation des forces de l'ordre dans les villes des deux régions d'expression anglaise et même parfois dans l'enceinte de plusieurs établissements scolaires et universitaires, l'école n'a pas véritablement repris dans ces régions depuis trois ans. Seuls les établissements scolaires et universitaires situés dans les centres villes comptent des élèves et le personnel enseignant régulièrement présents et assidus.

⁷ Propos recueillis pendant notre enquête de terrain les 8 et 9 mai 2019, auprès des déplacés internes se trouvant à Yaoundé. (Traduit de l'anglais au français par nous-mêmes).

Les séparatistes et leurs alliés dans des groupes armés ont ainsi multipliés des actions de violence contre les soldats républicains et les populations civiles. C'est le cas dans une vidéo largement partagée dans les réseaux sociaux au Cameroun et ailleurs dans laquelle on voit un groupe de combattants séparatistes en train de menacer et torturer un homme n'ayant que ses sous-vêtements. Ils le forcent à s'asseoir sur du feu allumé avec du papier. Ils le frappent par ailleurs avec des gourdins et des machettes. Les informations locales ont finalement montrées qu'il s'agissait d'un habitant de Bali, une localité du Nord-Ouest du Cameroun qui transportait des boissons des Brasseries du Cameroun, une entreprise parapublique dont les séparatistes boycottent les produits. La consommation ainsi que le transport des produits de cette entreprise ont été interdits dans les zones d'expression anglaise depuis le déclenchement de la crise.

Depuis l'escalade de la crise, les séparatistes armés utilisent les écoles comme bases pour déployer leurs combattants et leurs armes et tenir des personnes en otage. Ils perturbent ainsi la vie normale dans les zones qu'ils contrôlent en imposant des grèves, des « ghost town », en visant systématiquement les bâtiments de l'école et en menaçant de violence les responsables éducatifs et les élèves s'ils ne se plient pas à la demande de boycotter l'école : « *Ils sont arrivés sur des motos, ils sont entrés dans la maison avec des fusils et ont menacé tout le monde. Ils ont dit que mes enfants défiaient l'interdiction de l'école. Alors, ils les ont emmenés. Ils m'ont appelé quelque temps après pour demander une rançon. J'ai été effrayé parce que j'entendais comment ils frappaient sur mes enfants. Les enfants ont été relâchés trois jours après que toute ma famille et moi-même ayons réuni le montant demandé et le leur avons remis. C'était une expérience traumatisante.* »⁸

2.2. Entre inefficience des solutions gouvernementales et opportunisme international

« *Toutes les mesures doivent être prises pour mettre hors d'état de nuire ces terroristes, ces bandits de grand chemin qui sont les ennemis de notre nation.* »⁹ (TCHIROMA BAKARY, 2017) Telles furent les paroles du Ministre de la communication du Cameroun le 1^{er} décembre 2017 dans une interview accordée à Radio France Internationale. Loin de susciter un climat d'apaisement, ces propos ont plutôt provoqué davantage la colère des Camerounais d'expression anglaise et conduit à la radicalisation des idéologies politiques sous-jacentes. Ces propos sont une illustration de la méthode fréquemment utilisée par le gouvernement camerounais dans la gestion de la crise anglophone. Les mises en garde contre le risque d'escalade de la violence et la radicalisation des positions n'ont pas été entendues. C'est le cas de celle de Piet KONINGS : « La volonté manifeste du régime de nier tout « problème anglophone ») et sa détermination à défendre l'Etat unitaire par tous les moyens, pourraient provoquer une escalade des revendications anglophones jusqu'à un point de non-retour. » (KONINGS, 1996, pp. 33-34), présidait-il alors.

Il convient de relever que les solutions du gouvernement camerounais à la crise anglophone peuvent être classifiées en trois grandes phases. La première phase est celle la prise de conscience de la crise et l'ouverture de la négociation. Ensuite vient la phase répressive et finalement la phase du dialogue inclusif. En effet, dès le début de la crise en 2016, le gouvernement camerounais a mesuré l'ampleur de la situation et s'est montré disposé à la résoudre. Refuser de le reconnaître serait faire preuve de mauvaise foi. En effet, la version anglaise des Actes uniformes de l'OHADA que réclamaient les avocats d'expression anglaise a été mise à la disposition du Cameroun et ensuite à celle de l'ordre national des avocats du Cameroun en version physique et électronique le 30 novembre 2016, c'est-à-dire environ un

⁸ Propos recueillis auprès d'un chef de famille aujourd'hui installée dans la ville de Yaoundé pendant notre enquête de terrain auprès des déplacés internes de la crise anglophone les 24 et 25 juin 2019 à Yaoundé.

⁹ Propos du Ministre de la Communication du Cameroun sur les antennes de Radio France Internationale le 1^{er} décembre 2017.

mois et demi après le début de la grève des avocats. A cette occasion le Ministre de la Justice, garde des Sceaux affirmait : « Nous sommes disposés à collaborer et à dialoguer avec le Barreau, afin de trouver des solutions appropriées à vos préoccupations » (ESSO, 2016) Ce texte venait s'ajouter à d'autres documents juridiques en cours de traduction ou déjà traduits en anglais.

C'est le cas par exemple du Code Pénal et du Code de Procédure Pénale bilingue, largement inspirés du système anglo-saxon et dont de la Common Law publié respectivement en 2005 et en 2016. Il s'agit en outre des textes adoptés par la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), traduits en anglais et publiés dans l'édition spéciale du Journal Officiel du Cameroun de mars 2002. Le gouvernement camerounais justifie le retard dans la publication de la version anglaise des traités de l'OHADA par le fait qu'il avait demandé la modification d'un article de ce Traité qui instituait le français comme seule langue de travail de l'OHADA. Après cette modification, le gouvernement se défend en disant qu'il avait demandé la publication en français et aussi en anglais dans l'édition n°21 du 15 novembre 1997 du Journal Officiel de la République du Cameroun. Mais sa demande n'avait pas été observée par l'OHADA.

Le Ministre de la Justice veut séparer l'aboutissement du processus ayant mené à la traduction des Actes Uniformes de l'OHADA du mouvement de grève des avocats d'expression anglaise. C'est la synthèse de ses propos lorsqu'il affirme : « La publication le 24 novembre 2016 des Actes Uniformes de l'OHADA en anglais dans le Journal Officiel de l'OHADA est donc l'aboutissement d'un long processus initié par le Gouvernement et qui a débuté depuis plusieurs années, et non la résultante de ce que d'aucuns considèrent comme un mouvement de grève » (EYIKE, 2018) Il faut tout de même avouer que même si l'initiative de la traduction dudit document est préalable à la revendication, la grève des avocats l'a accélérée. L'on peut ainsi comprendre pourquoi les avocats d'expression anglaise s'insurgent dans leurs récriminations contre les lenteurs administratives qui caractérisent le gouvernement camerounais dans d'autres sujets importants.

Face à la persistance de la grève des enseignants qui entraîne la fermeture de la plupart des établissements scolaires dans les deux régions d'expression anglaise du Cameroun, le Premier Ministre a été dépêché par l'exécutif précisément dans la Région du Nord-Ouest, épice de revendications. Celui-ci reprend en main le comité interministériel chargé d'examiner le fonctionnement du système d'enseignement et de formuler des propositions de réforme. Les propositions émises par ce premier comité n'ont pas réussi à calmer les grévistes dont le nombre s'accroît chaque jour. D'ailleurs, l'inefficacité du comité interministériel à apporter des solutions consensuelles a partiellement conduit à la coalition officielle du syndicat des avocats et celui des enseignants grévistes pour former le Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC), organe chargé désormais de porter les griefs des deux syndicats ainsi que ceux de tous les ressortissants d'expression anglaise du Cameroun. La variété des origines des composantes de cette structure est marquée dans la constitution de l'équipe de leaders.

La structure se veut corporatiste dans sa vision officielle mais politique dans ses actions puisqu'elle revendique le droit à l'autodétermination des Camerounais d'expression anglaise en plus de la dénonciation des injustices sociales. C'est d'ailleurs pourquoi le mouvement bénéficie du soutien politique des partis politiques d'opposition à l'intérieur et à l'extérieur du Cameroun. Il a ainsi rapidement fédéré les forces vives sur le plan social, économique et politique des deux régions d'expression anglaise. La multiplication des comités Ad Hoc par le gouvernement en vue d'examiner le fonctionnement de la justice et émettre des recommandations ainsi que des comités pour examiner la situation des régions en crise n'a pas permis de calmer les consciences ou de susciter la reprise du fonctionnement normal aussi bien de la justice que de l'éducation.

Devant la radicalisation des positions et surtout devant la croissance des scènes de violence infligées par les soldats sur les populations civiles mais aussi celles de ceux que le gouvernement qualifie désormais de terroristes ou de séparatistes, plus connus sous le nom de « ambaboys » sur les soldats et les civils, le gouvernement s'engage dans une phase répressive de la crise dans le but de rétablir l'ordre républicain. Le résultat de cette répression est la radicalisation des différents groupes armés dont le nombre s'est multiplié. Par ailleurs, la répression a contribué à favoriser le soutien des populations locales à ces groupes armés avant que celles-ci ne se rendent compte qu'elles sont aussi progressivement devenues leurs cibles. Aujourd'hui, les populations locales sont tenaillées entre les forces armées gouvernementales et les groupes armés. D'une part les dénonciations des groupes armés par les populations sont fortement réprimées par les rebelles après le départ des forces armées républicaines. D'autre part, les populations subissent le même sort de la part de l'armée camerounaise lorsqu'une tentative de collaboration ou de couverture des séparatistes ou groupes armés est découverte : « *Nous ne savons à qui nous confier. Les militaires nous considèrent comme les protecteurs des ambaboys tandis que ces derniers nous menacent chaque jour parce qu'ils nous accusent de trahisons. Lorsqu'ils viennent demander de l'argent, certains parmi nous donnent par conviction mais d'autres donnent juste pour sauver leur tête.* »¹⁰

Dans le processus de recherche de solutions, le gouvernement camerounais a procédé le 23 janvier 2017 à la création de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM). Cet organe consultatif avec personnalité morale et autonomie financière est placé sous l'autorité du Président de la République du Cameroun, avec pour mission d'œuvrer pour la promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme au Cameroun dans l'optique de maintenir la paix, consolider l'unité du pays et renforcer la volonté et la pratique quotidienne du vivre ensemble de ses populations.¹¹ Pendant que certains sont impressionnés par l'agenda de cette commission qui suscite par ailleurs l'espoir de trouver une solution à la crise, d'autres y voient une autre manœuvre dilatoire du gouvernement qui ne veut pas s'attaquer aux problèmes fondamentaux que dénoncent les Camerounais en général et ceux d'expression anglaise en particulier. C'est pourquoi l'enthousiasme et l'espoir suscités ont été de courte durée puisque l'expertise de cette commission n'a pas un impact considérable sur l'évolution de la crise. En effet, cette solution n'a pas débouché sur la reprise sereine des cours dans les établissements scolaires, ni sur l'arrêt des violences ou des conflits armés encore moins sur l'apaisement des cœurs.

Un an plus tard, le gouvernement camerounais procède par un autre décret à la création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR). Placé cette fois-ci sous l'autorité du Premier Ministre, cet organe cible les ex-combattants de la secte islamique Boko Haram et ceux des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui souhaitent répondre favorablement à l'offre de paix proposé par le gouvernement en déposant leurs armes. En matière de désarmement, l'organe a pour mission d'accueillir et de désarmer les ex-combattants, de collecter, de répertorier et de stocker les armes et munitions remises volontairement par les ex-combattants et aussi de prendre toutes les dispositions pour la destruction des dites armes, munitions et explosifs en collaboration avec les administrations compétentes. En ce qui concerne la démobilisation, le comité a pour mission de mettre en place des sites appropriés pour le cantonnement de ces ex-combattants et assurer la gestion de leur situation afin de leur apporter une aide convenable et surtout favorable à leur réinsertion sociale. Sur le plan de la réintégration, le nouvel organe veillera à œuvrer pour la dé-radicalisation des

¹⁰ Propos recueillis d'un chef de quartier d'un village de la région du Nord-Ouest au cours de notre enquête de terrain du 2 au 6 mars 2019. (Traduit de l'anglais au français par nous-mêmes).

¹¹ Cf. Décret présidentiel n° 2017/013 du 23 janvier 2017 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme

ex-combattants par la sensibilisation de leurs communautés d'origine pour que celles-ci leur réservent un accueil susceptible de promouvoir leur réintégration et de dissiper en eux toute velléité de replonger dans les mêmes activités. Il s'agira dans ce dernier volet de développer des activités génératrices de revenus car il a été constaté que la pauvreté et le chômage entraînent l'enrôlement dans les groupes armés.

Alors que la mission de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme qui était chargée d'apporter une certaine paix sociale et empêcher l'enlisement de la crise anglophone s'est soldée par ce qu'on peut considérer comme un échec retentissant, le gouvernement camerounais a jugé bon de passer à l'étape suivante en créant le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration des ex-combattants. Mais, comment peut-on parler d'ex-combattants alors que les combats s'intensifient sur le terrain? La mise sur pied de ce comité est un véritable paradoxe car, comment désarmer, démobiliser et réinsérer des combattants sans qu'il n'y ait eu au préalable arrêt des combats, entente entre les deux parties ou dialogue sous quelque forme que ce soit ? L'inefficacité et même l'inefficience de ces mesures gouvernementales permettent d'affirmer que l'arrêt d'un conflit armé ne se décrète pas mais se négocie. Les doubles mesures gouvernementales contenues dans l'arrêt des poursuites et la libération de 289 personnes arrêtées dans le cadre de la crise anglophone après la création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration n'a pas non plus conduit à la fin de la crise.

L'Eglise catholique aurait pu jouer un rôle de médiateur dans la crise qui touche les régions d'expression anglaise du Cameroun mais ce rôle lui a été dénié par le gouvernement dans la recherche des solutions à la crise. Pourtant, face à l'hostilité par ailleurs justifiée et soutenue du gouvernement camerounais à toute ingérence et médiation internationales, l'Eglise catholique est quasiment le seul acteur de poids en mesure d'intervenir et de promouvoir le dialogue entre le gouvernement et les parties impliquées dans la crise. Il ne s'agit pas seulement de l'Eglise Catholique Romaine mais aussi des Eglises protestantes, presbytériennes et baptistes dont la présence et les actions sont remarquables dans les deux régions et qui bénéficient auprès des populations locales et même de certains séparatistes d'un certain respect. Ces derniers seront donc plus disposés à écouter les hommes de Dieu que les différents envoyés spéciaux de l'Etat qui parfois n'ont pas une connaissance profonde et objective du problème et des réalités socioculturelles.

Cependant, les membres de ces Eglises et surtout de l'Eglise Catholique Romaine ne font pas preuve d'unanimité dans leur analyse de la crise anglophone. En témoignent les contradictions ou les différences dans les points de vue publics sur la question mais surtout la difficulté à publier une déclaration commune sur la situation comme ce fut le cas dans les années 90 sur la corruption. Certaines personnes en arrivent à conclure que « l'Eglise catholique elle-même est constituée de leaders et d'acteurs ecclésiastiques, dont la lecture des faits sociaux est tantôt subjective, tantôt affective. (...) Au sein de la congrégation catholique, il y a aussi bien les prélats pro-régime en place que les prélats anti-système gouvernant. Se positionner en tant que médiateur pour régler la crise sociopolitique contemporaine, eu égard à cette antinomie, est non seulement hypothétique mais aussi et a fortiori, problématique à l'état actuel. » (PANORAMA PAPERS, 2018) Pourtant l'Eglise catholique romaine est capable de surmonter ses divisions internes pour être un arbitre impartial capable d'apporter une solution négociée parce qu'en plus de son réseau d'écoles, d'hôpitaux et centres sociaux, près d'un tiers des Camerounais sont catholiques. Même si l'Eglise catholique s'est imposée comme un acteur de premier plan de la vie politique camerounaise, les divisions internes sur les différents points continuent de miner sa capacité à jouer un rôle constructif et plus précisément dans le cadre de la crise dite anglophone.

Alors que la hiérarchie ecclésiastique nationale soutient la décentralisation au sein d'un Etat unifié, certains prêtres des régions d'expression anglaise recommandent le fédéralisme et

prônent la sécession à travers la création d'un nouvel Etat. Cette dernière posture a encouragé l'Etat à écarter davantage l'Eglise Catholique dans le processus de recherche des solutions à la crise car cette proposition contredit la vision gouvernementale qui souhaite plutôt l'accélération du processus de décentralisation. Cependant, malgré leurs divergences, les évêques anglophones comme francophones condamnent la répression de l'armée contre des civils ainsi que les exactions des séparatistes.

La crise anglophone et surtout l'inefficacité des solutions et méthodes gouvernementales ont déclenché une vague d'opportunismes tant nationaux qu'internationaux. Convaincus de s'être découverts un nouveau cheval de bataille, certains partis politiques qui peinent à avoir de l'emprise dans le champ politique ou qui perdent du terrain, à l'instar du Social Democratic Front (SDF), parti traditionnel d'opposition, et les jeunes partis d'opposition tels que le People's Party (PP), le Mouvement Now et bien d'autres se sont mués en «défenseurs de la cause anglophone». Des organisations de la société civile et organisations humanitaires nationales mais surtout internationales à la recherche inavouée de marchés ou d'opportunités pour leurs structures ont emprunté le même chemin de la défense. Aussi s'impliquent-elles fortement, au vu de leurs rapports sur la crise anglophone, les ONGs internationales telles qu'Amnesty International, Transparency International et International Crisis Group. Aucun de ces rapports n'a reçu l'assentiment du gouvernement camerounais à cause de l'amplification des faits et des actions liées à ladite crise. Paul BEKIMA se veut très critique vis-à-vis de ces ONGs internationales à cause de leur opportunisme et l'exagération dont elles se rendent coupables dans les crises en Afrique : « Ces ONGs du fait de leur supposée autorité morale auto-attribuée ont la capacité de salir ou de soigner l'image d'un pays auprès des opinions publiques Occidentales qui naïvement leur accordent de la crédibilité. C'est de cette influence qu'elles tiennent leur « soft power » qu'elles utilisent pour faire pression sur les gouvernements africains et offrir un prétexte pour une implication de la « communauté internationale » dans des crises préfabriquées. » (BEKIMA, 2018)

L'on peut ainsi questionner l'intention réelle de ces organisations qui se disent philanthropiques mais qui ne s'intéressent pas à tout moment aux situations dans les pays où elles agissent ou alors qui le font uniquement dans certains pays où les ressources naturelles sont juteuses ou viennent d'être découvertes. Depuis la découverte de l'abondance du pétrole dans la péninsule de Bakassi, territoire rétrocédé au Cameroun au terme d'un contentieux à la Cour Internationale de Justice de la Haye avec le Nigéria, le Cameroun suscite des appétits sur la scène internationale. Le problème anglophone qui s'est finalement transformé en crise anglophone a connu depuis ce moment une radicalisation progressive. Avec Paul BEKIMA nous pouvons affirmer que « les Droits de l'Homme, l'amour pour la démocratie, la lutte contre la pauvreté ne sont que des prétextes qui servent de portes d'entrée aux ONGs pour leur immixtion dans les affaires internes des pays-cibles. Il n'y a donc rien d'étonnant que ces ONGs ne se soucient du bien-être des Hommes que dans les pays riches en ressources naturelles qui ont des leaders que les maîtres du monde trouvent gênants, et en particulier si dans ces régions se trouvent d'énormes gisements de pétrole et de gaz naturel. » (BEKIMA, 2018)

De l'aide au développement à l'action humanitaire, de la défense des droits humains au droit d'ingérence humanitaire incarné par la doctrine de la « responsabilité de protéger », les ONGs internationales ainsi que certains pays étrangers évoluent depuis quelques temps sur le terrain où se vit la crise anglophone et ils y découvrent désormais beaucoup d'intérêt. Les populations locales confirment cette présence et espèrent que celle-ci dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun, peut porter des fruits dans le processus de résolution de la crise : « *Aujourd'hui la communauté internationale est réellement consciente de la situation que nous vivons au quotidien dans le Nord-ouest et le Sud-Ouest. Je pense qu'elle peut faire quelque*

chose car elle peut être capable de faire la pression sur le gouvernement pour qu'il engage un dialogue sincère »¹²

C'est ainsi que l'on voit fréquemment des coopérants occidentaux débarquer dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et s'impliquer directement sur le terrain dans les mouvements sociaux ou à travers des aides humanitaires d'urgence. Cette situation semble satisfaire les populations qui se sentent trahies et abandonnées à leur sort par des pouvoirs politiques qu'ils qualifient de corrompus et d'incompétents face aux exactions des sécessionnistes et leurs combattants. Mais il convient de dénoncer cette aide humanitaire et cet opportunisme international au Cameroun qui semblent se mettre au service du capital. Dans cette optique, Mohamed BELAALI observe : « L'humanitaire ne fait que soulager, dans le meilleur des cas, très momentanément la détresse humaine. Il ne s'attaque pour ainsi dire jamais aux racines des malheurs des hommes, c'est-à-dire au capitalisme dégradant. Dans ce sens, il est non seulement au service de l'ordre établi, mais il le perpétue. L'humanitaire dans un système inhumain, est donc une illusion pour ne pas dire une absurdité » (BELAALI, 2009)

La crise anglophone qui s'est déjà transportée sur la scène internationale soulève des opinions variées. Certaines militent pour une intervention des Nations Unies à travers ses organisations rattachées. D'autres soutiennent l'idée qu'il faut laisser le Cameroun gérer la crise puisqu'elle relève des affaires internes du pays ou alors au plus l'accompagner sans ingérence dans ce processus. En plus de critiquer cette récupération internationale de la crise anglophone, le Cameroun à travers son ambassadeur permanent à l'ONU s'insurge contre toute ingérence internationale aux affaires internes du Cameroun : « La situation humanitaire au Cameroun ne constitue en rien une menace à la paix et la sécurité internationale (...) D'aucuns ont avancé l'argument de la prévention. Quelle prévention alors ? pourrait-on s'écrier et quelle serait la ligne de démarcation entre prévention et volonté d'intervention sous des prétextes humanitaires qui hantent certains esprits. »¹³ C'est ainsi que l'empressement des Etats-Unis qui militent pour une intervention militaire au Cameroun sous le prétexte humanitaire s'est heurté aux réserves de la France, du Royaume-Uni d'une part et à l'opposition de la Russie et de la Chine d'autre part.

La position politique de la Chine s'est faite plus explicite : « Nous pensons que ce qui se passe dans les deux régions anglophones n'a pas dérangé la paix et la stabilité régionale. Donc, le conseil de sécurité n'a pas besoin d'intervenir à ce sujet. En outre, la situation des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est un problème interne au Cameroun et nous pensons que les autorités camerounaises sont compétentes et capables de gérer la situation pour la paix, la sécurité et le développement ainsi que la protection des droits civiques des citoyens. La communauté internationale doit respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cameroun »¹⁴ Toutefois, pour éviter d'entretenir cet opportunisme international qui se nourrit de l'aggravation de la crise et surtout de sa persistance dans la durée, le gouvernement du Cameroun est invité à transformer la crise en une opportunité de renégociation d'un nouveau contrat social en mettant à contribution la variété culturelle de ses populations.

3. De la crise à un nouveau contrat social

3.1. Crise anglophone et fractures sociales au Cameroun

La crise anglophone a permis de révéler la profonde crise sociale que traverse la société camerounaise. C'est donc en réalité toute la société camerounaise qui est en crise. Du problème

¹² Propos recueillis d'un prêtre catholique du Diocèse de Kumbo dans le Nord-Ouest au cours de notre enquête de terrain du 23 mai 2019 à Kumbo (Traduit de l'anglais par nous-même).

¹³ Déclaration de TOMMO MONTHE, Ambassadeur, Représentant Permanent du Cameroun à l'ONU le 13 mai 2019.

¹⁴ Déclaration de l'Ambassadeur de Chine au Cameroun à la sortie de l'audience avec le Ministre des Relations Extérieures du Cameroun le 16 mai 2019.

anglophone, on est passé à la crise anglophone et de celle-ci on est arrivé à la crise camerounaise. L'on peut même parler aujourd'hui des « crises camerounaises ». Comme le cas de Mohamed Bouazizi en Tunisie, ce jeune commerçant à l'origine du printemps arabe qui s'est immolé par le feu parce que sa marchandise avait été saisie, des événements apparemment anodins dans la vie d'un peuple révèle l'état réel des relations entre la population et les gouvernants et entre les populations elles-mêmes. Au Cameroun, la crise anglophone a permis de constater l'opposition de phase entre les ressortissants des zones anglaises du Cameroun et le gouvernement camerounais. En outre elle a étalé au grand jour une certaine déconnexion entre le peuple camerounais et ses dirigeants, un ensemble de malaises sociaux mais aussi plusieurs fractures sociales : « *On a l'impression que les gens qui dirigent ce pays ne connaissent pas le peuple qu'ils dirigent ou alors ne travaillent pas pour lui. Comment expliquer que de hauts dirigeants du pays soient fréquemment arrêtés aujourd'hui et mis en prison pour le détournement de grosses sommes d'argent alors que le peuple vit dans la misère et le ne dispose que d'infrastructures précaires ? Les gens sont prêts à se déchirer à cause de leur appartenance culturelle. Le Cameroun est malade.* »¹⁵

La crise anglophone n'est pas une crise du contrat social entre les « anglophone » et les « francophones » bien que certaines personnes aient voulu le faire croire. En effet, les Camerounais d'expression française n'ont pas été déguerpis des villes d'expression anglaise. Il n'y a pas non plus de chasse aux camerounais d'expression anglaise dans les villes d'expression française du Cameroun. Cependant, le Cameroun traverse une période trouble à cause de plusieurs malaises sociaux tels que l'inadéquation parmi la jeunesse entre les formations reçues et les opportunités d'emploi qui engendrent la quête pour l'extérieur du pays, les recrutements faciles par les groupes armés et la délinquance ; l'insuffisance des structures de santé et d'éducation ; l'inaccessibilité à des besoins élémentaires tels que l'eau et l'électricité pour une partie de la population ; la croissance du sentiment d'injustice sociale et le développement régional déséquilibré issu du favoritisme pour les localités des hauts commis de l'Etat ; le mépris parfois voilé de certaines ethnies qui utilisent des termes péjoratifs contre d'autres dans leurs communications sociales. On peut ainsi relever des expressions telles que « *Bami* » pour désigner les ressortissants de l'Ouest qui ne sont par ailleurs pas facilement acceptés dans les régions comme le Centre ; « *Anglo* » ou « *gaucher* » pour désigner les ressortissants des régions d'expression anglaise. L'utilisation de ces expressions qui influence parfois le traitement que l'on peut accorder ou recevoir entretient une certaine tension sociale difficile à percevoir.

Cependant, la crise anglophone a permis de lever le voile sur les différentes fractures socioculturelles dont est victime la société camerounaise. En effet, depuis le déclenchement de la phase la plus récente de cette crise en 2016, l'on a vu s'accroître au Cameroun un langage qui encourage l'ethnocentrisme et l'ethnophobie. Cette situation s'est aggravée avec les élections présidentielles d'octobre 2018 où le président Paul Biya a été déclaré vainqueur face à son nouvel adversaire politique Maurice Kamto qui n'a pas cessé de contester les résultats et surtout de réclamer la victoire. L'origine ethnique de ce dernier a provoqué au Cameroun la sympathie et le mépris selon l'appartenance ethnique des uns et des autres.

La problématique de l'autodétermination qui se trouve au centre de la crise anglophone met au grand jour le rejet d'un Etat très centralisé par de l'immense majorité des Camerounais de toutes les régions. Dans son message à son peuple en décembre 2017, le Président de la République du Cameroun reconnaissait une fois de plus l'urgence d'encourager l'implication des populations locales dans la gestion socio-politique : « Les consultations que j'ai menées, mais aussi les multiples avis et suggestions que j'ai recueillis, m'ont conforté dans l'idée que nos concitoyens souhaitent participer davantage à la gestion de leurs affaires, notamment au

¹⁵ Propos recueillis pendant notre enquête de terrain du 2 au 6 mars 2019, dans le village Nkwen à Bamenda dans le Nord-Ouest du Cameroun. (Traduit de l'anglais au français par nous-mêmes).

niveau local. »¹⁶Mais cette implication va bien au-delà d'une simple reconnaissance des évidences. Le discours politique est invité à se transformer en actions politiques. Il faut cependant reconnaître que dans le cas du Cameroun cette symbiose entre discours et l'action semble s'accorder difficilement, ce qui ne manque pas de faire accroître les frustrations des populations locales, de les décourager ou de les radicaliser dans leurs revendications. Dans un climat social délétère, les récupérations et opportunités diverses ne manquent pas de s'inviter. C'est ce qui justifie par exemple les inquiétudes du Groupe Inter-patronal du Cameroun (GICAM) qui reconnaît par ailleurs que le pays ne fait pas l'expérience d'une seule crise mais de plusieurs: « Les dérives observées ces derniers jours dans les médias et les réseaux sociaux prennent la forme d'appels incessants à opposer les uns aux autres, et à dresser les communautés ethniques nationales les unes contre les autres. Elles viennent s'ajouter aux graves difficultés nées du climat d'insécurité qui règne dans le pays. Le Cameroun n'a pas besoin de nouvelles crises » (VIDZRAKU, 2019)

3.2. Construction d'un nouveau vivre-ensemble sur la base de la pluralité culturelle

Le Cameroun se trouve aujourd'hui au carrefour d'une variété de crises. On peut relever notamment : la crise économique qui est à l'origine de la crise sociale ; la crise de confiance à la base de la crise identitaire, déliquescence de la politique qui avec les effets des crises antérieures a conduit le pays à une véritable crise du « Vivre-ensemble ».

En effet, la crise économique des années 80, causée par la chute des coûts des matières premières et la réduction considérable des revenus financiers de l'Etat a imposé une réduction du train de vie de l'Etat des investissements sociaux. Les conséquences du retrait des subventions de l'Etat de certains secteurs pourtant fondamentaux pour le bien-être des populations ne se sont pas fait attendre. Une crise sociale due à la difficulté pour les Camerounais de couvrir leurs besoins élémentaires avec leurs revenus et à l'incapacité de l'Etat à pourvoir à ces besoins a frappé le pays dans les années 90. Cette période inaugure au Cameroun la structuration de la société civile et le pluralisme politique.

Cette situation éveille les vellités tribales et ethnocentristes avec la reprise des revendications de certains groupes culturels qui estiment être délaissés ou dupés. C'est le cas des régions d'expression anglaise. C'est le début d'une crise de confiance entre les différents groupes culturels qui se traduit par un repli identitaire ou simplement par une crise identitaire. La qualité de la gestion politique qui ne recueille déjà pas l'unanimité est encore affaiblie par la corruption qui touche plusieurs secteurs de l'administration publique. Les promesses politiques non tenues ou alors l'impossibilité pour le gouvernement de lier dans la réalité la parole à l'acte, tous ces éléments mis bout à bout engendrent une véritable déliquescence de la politique. Vincent-Sosthène FOUA tire la sonnette d'alarme sur la situation en ces termes : « La politique depuis 30 ans se résume au Cameroun à l'art de mentir et non d'agir et de rechercher des solutions, de proposer des sorties de crises, de se projeter en avant. Ceux qui nous gouvernent sont enfermés sur eux-mêmes et enclavés dans un monde artificiel qu'ils se sont créés à la sueur du travail de l'immense majorité des Camerounais, qui vivent dans la misère et ont perdu toute notion d'espoir. » (FOUDA, 2018) La somme de toutes ces crises a dangereusement fragilisé aujourd'hui le vivre ensemble dans le pays.

L'enlisement de la crise anglophone démontre au Cameroun l'urgence de la construction d'un véritable vivre-ensemble fondé sur le respect et la capitalisation de la pluralité culturelle. Comme l'affirme Francine SAILLANT, les Camerounais sont invités à « dépasser les perspectives identitaires et leurs dérives communautaristes d'une part et d'autre part, celles des critiques convenues dirigées vers les sociétés contemporaines, post-modernes, à la fois

¹⁶ Extrait du message du Président de la République du Cameroun du 31 décembre 2017.

fragmentées et globalisées. Ceci exige de trouver les lieux de passages entre les singularités irréductibles, ce qu'elles engendrent inévitablement de fragmentation, et le retour d'un souci collectif du commun. » (SAILLANT, 2015, p. 1) En d'autres termes, il est urgent de voir dans la diversité culturelle qui constitue le paysage social du Cameroun non pas un obstacle mais une opportunité pour construire l'Etat-nation. Pour y parvenir, l'occasion doit être donnée à toutes les composantes culturelles surtout aux minorités de s'exprimer tout en évitant une sorte d'impérialisme culturel des groupes numériquement supérieurs sur les groupes minoritaires. C'est cette considération qui aidera à forger la conscience collective en crise au Cameroun et dont la crise anglophone a permis d'en découvrir les métastases et l'ampleur dans les autres domaines de la vie de la nation.

En effet, la haine tribale s'appuie sur les discours véhiculés dans les médias, indirectement dans les Eglises, parfois dans la presse écrite et surtout dans les réseaux sociaux devenus le cadre privilégié pour se vilipender mutuellement, pour diffuser les informations en temps réel ou pour grossir intentionnellement certains faits dans le but de créer la panique sociale et susciter la sympathie pour un groupe en particulier. C'est ainsi que « Les ethnies s'accusent (...) les unes les autres, afin de maintenir chacune pour elle-même une vision fantastique d'elle-même et de son terroir qui aurait été parfait sans les autres ethnies. » (FOUDA, Pour les états généraux du vivre-ensemble, 2018) Compte tenu du fait que dans la classe politique ainsi que dans l'appareil de l'Etat ou dans le secteur économique, l'on retrouve des hommes de toutes les régions du pays et de toutes les tribus et ethnies, il est urgent d'exorciser cette aversion croissante pour l'héritage culturel du Cameroun ou encore l'effort d'effacement de la mémoire des Camerounais sur les luttes collectives pour sauvegarder le pays tout entier. Ces places contribuent à déconstruire l'idée et la pratique d'une culture camerounaise et crée une intolérance des ethnies les unes contre les autres. La construction de ce nouveau contrat social qui est basé sur le respect de la pluralité culturelle peut être entreprise à travers la mise en place et la promotion de trois mécanismes : le mécanisme juridico-politique, le mécanisme politico-institutionnel et le mécanisme socio-culturel.

3.2.1. Construction du vivre-ensemble par le dispositif juridico-politique

Le dispositif ou mécanisme juridico-politique fait référence à la garantie juridique pour la construction du vivre ensemble. Il s'agit concrètement de la garantie donnée par la constitution, les lois et les textes qui régissent la nation. La crise anglophone a permis de rendre plus visible le désir des Camerounais de participer non plus passivement mais activement à la gestion de leurs affaires sur le plan local. Ce désir devrait être consolidé par la constitution et la législation du pays pour bâtir plus de paix avec les populations locales et obtenir d'elles plus d'engagement social. En toile de fond de la crise anglophone et de la crise sociale qui secoue le Cameroun s'accumulent les frustrations et le sentiment pour les communautés concernées de ne pas être associées à la gestion politique, sociale et économique de leurs communautés et surtout de ne pas jouir des fruits des investissements économiques installés dans leurs territoires. La mise en place pérenne au Cameroun du vivre-ensemble passera nécessairement par la satisfaction de ce désir profond et croissant. Le retour au fédéralisme semble être la voie salutaire comme le martèle une partie de Camerounais : « Nous avons vécu dans le fédéralisme et ce système a marché malgré qu'on nous fait croire qu'il a échoué. A l'époque les gens étaient engagés et motivés à travailler parce qu'ils voyaient les retombées dans le développement chez eux. Seul le retour à ce système pourra consacrer le retour à la paix et au calme parce les populations sont fatiguées de la gestion trop centralisée qui nous caractérise aujourd'hui. Pour construire une simple route dans une commune le maire doit attendre la réponse de plusieurs ministères et

finalement le financement octroyé ne permet pas de réaliser le projet à cause de la corruption ambiante. »¹⁷

Toutefois un système fédéral à deux Etats comme cela a été le cas dans les années 60 est à éviter car il sera l'antichambre de la séparation. Afin de favoriser l'intégration culturelle et territoriale, il est préférable de penser à un fédéralisme en suivant les grandes aires géographiques mais surtout les rapprochements culturels des peuples au Cameroun. L'on peut ainsi proposer au Camerounais un système fédéral à quatre Etats constitué des régions actuelles de la façon suivante : un Etat qui regroupe les régions actuelles du Centre, du Sud et de l'Est mais en excluant le département de l'Océan culturellement plus proche des peuples du Sud-Ouest ; un Etat qui regroupe les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord en excluant les peuples Tikar qui se trouvent actuellement dans la région de l'Adamaoua ; un Etat qui regroupe les régions du Littoral, du Sud-Ouest et l'actuel département de l'Océan et enfin un Etat qui regroupent les régions actuelles de l'Ouest et du Nord-ouest et récupérerait les peuples Tikar qui abrite la région actuelle de l'Adamaoua.

3.2.2. Construction du vivre-ensemble par le mécanisme politico-institutionnel

La construction du nouveau contrat social au Cameroun à travers le dispositif politico-institutionnel fait référence à la volonté des pouvoirs politiques de développer véritablement le vivre-ensemble et également aux mécanismes mis en place pour promouvoir une culture pérenne du vivre-ensemble. Certaines bases intentionnelles sont déjà posées pour cette promotion. Il s'agit notamment de la création et de la dotation budgétaire d'un département ministériel chargé précisément de la promotion culturelle et d'une commission pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme. Il s'agit aussi de soutenir et de donner une garantie institutionnelle à des initiatives comme celle de « La Route des Chefferies ».

Cette dernière initiative renvoie à un programme né de l'initiative de la diaspora camerounaise de Nantes afin de promouvoir la protection et la conservation des patrimoines tangibles et intangibles du Cameroun et surtout de favoriser chez les Camerounais un processus d'appropriation des valeurs identitaires et contribuer par ailleurs au développement économique local. Le projet est présenté ainsi qu'il suit par les promoteurs : « Le programme « La Route des Chefferies » a pour objectif de créer un pôle culturel et touristique inédit au Cameroun afin d'amener les populations à se réapproprier leur patrimoine tout en contribuant à leur développement économique et social » (PIOU ESTELLE, 2012, p. 30)

Il est important de relever qu'au Cameroun, la réalisation d'initiatives dans le secteur culturel procède d'un effort considérable et nécessite beaucoup de passion, de persévérance et d'atouts tout aussi indispensables que le talent et la créativité pour surmonter tous les obstacles qui jalonnent le terrain culturel tels que l'absence d'infrastructures, de matériel, de compétences et même, dans certains domaines, l'intérêt du public. Célia SADAI à ce sujet déplore le manque d'engagement formel de l'Etat lorsqu'elle affirme : « Au Cameroun, l'activité culturelle se développe souvent dans l'informel, faute de moyens mais surtout de volonté politique. » (SADAI, 2004) Ainsi la vitalité de l'activité culturelle repose-t-elle ainsi considérablement sur le dynamisme et l'obstination des artistes et des opérateurs culturels plutôt que sur le soutien des pouvoirs publics à qui il revient pourtant la responsabilité de créer des instituts de formation ou d'en encourager la création, qui permettraient de former les artistes, techniciens et animateurs culturels. Pourtant, la culture est un élément fondamental de cohésion sociale.

La création du département ministériel ou de la commission pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme est infructueuse et ne suscite pas l'adhésion populaire si

¹⁷ Propos recueillis d'un prêtre catholique de l'Archidiocèse de Bamenda dans le Nord-Ouest au cours de notre enquête de terrain du 2 au 6 mars 2019 (Traduit de l'anglais par nous-même).

elle ne se précède ou ne s'accompagne pas de la création et de la promotion de centres professionnels pour l'étude des cultures camerounaises et leur promotion. Les acteurs civils dans le secteur de la promotion culturelle décrivent l'attentisme de l'Etat dans la prise d'initiatives concrètes en vue de la promotion de la cohésion sociale à travers la culture. Ils pensent que les paroles ne s'accompagnent pas d'actes. C'est le cas par exemple de la création du Ministère des Arts et de la Culture dont les rêves et les espoirs suscités sur le succès de ses actions sont restés vains. En effet : « Douze années plus tard, la montagne n'a accouché que de quelques souriceaux : un ministère de la Culture dont le budget permet à peine de couvrir les charges de fonctionnement, un Festival national des arts et de la culture qui se caractérise par une organisation chaotique et dont l'attraction la plus importante est l'arrivée du ministre d'Etat en charge de la Culture. » (SADAI , 2004)

La mise en place d'un mécanisme politico-institutionnel va donc au-delà du discours politique pour se transformer en volonté politique par des actes concrets tels que la création d'institutions bénéficiaires d'une adhésion et d'une appropriation populaires. Pour parvenir à un tel objectif, il est indispensable d'associer toutes les couches sociales locales dans la planification, la réalisation et le suivi. L'absence de cette association est souvent à l'origine des échecs ou du ralentissement de certaines initiatives gouvernementales.

3.2.3. Construction du vivre-ensemble par le mécanisme socio-culturel

Le mécanisme socio-culturel est à la base de tout le processus devant déboucher sur la création d'un nouveau contrat social au Cameroun. Sans ce dispositif tout le processus sera un échec. Il s'agit en effet de la volonté de tout le peuple camerounais de faire société. Il faudra ainsi considérer la différence ou ce qui fait l'identité propre de l'autre non plus comme un obstacle à la célébration de la cohabitation harmonieuse mais comme un élément de la diversité indispensable à la construction de l'identité nationale camerounaise. On pourrait ainsi parler au Cameroun d'un pluralisme culturel triomphant. La diversité linguistique qui caractérise le pays reflète sa diversité culturelle. En effet, : « les conceptions hiérarchiques sont très différentes selon qu'il s'agisse des sociétés « acéphales » du Sud, où le chef n'est guère plus qu'un primus inter pares, un « ancien » choisi parmi les chefs de famille, ou qu'il s'agisse des royaumes bamiléks, habitués à une forte soumission hiérarchique, traduite notamment par une attitude révérencieuse à l'égard des chefs et aux des différences de condition qui peuvent traverser une même fratrie; ou encore, qu'il s'agisse des sociétés de la zone sahélienne organisées en castes, dans lesquelles les positions de commandement sont réservées selon le groupe de naissance. » (HENRY)

Mais la diversité linguistique et culturelle qui caractérise le Cameroun peut être capitalisée et devenir une richesse à travers la valorisation de l'offre particulière de chaque peuple pour créer une belle mosaïque de liens sociaux. De fait, « Par dessous cette diversité culturelle, on trouve des logiques culturelles communes qui réunissent ces sociétés dans une même vision de l'ordre social. La ritualisation des relations, la sensibilité à la part invisible des relations, le caractère essentiel accordé aux relations constituent des aspects communs qui transcendent la diversité des groupes. » C'est ainsi que des repas qui autrefois ne se consommaient que dans une ethnie particulière ont finalement traversé les barrières ethniques et se confectionnent dans d'autres ethnies de manière identique ou avec des modifications donnant lieu ainsi à de nouvelles recettes culinaires. L'on devrait encourager le multiculturalisme au Cameroun mais davantage l'interculturalité ou l'intégration culturelle. En effet, les cultures ne doivent pas seulement s'y juxtaposer mais entrer dans une dynamique de symbiose où des éléments culturels sont mutualisés et de nouveaux créés à travers les différentes rencontres, car le vivre-ensemble est loin d'être uniquement une cohabitation pacifique où les frontières culturelles sont chaque fois plus clairement définies et renforcées. Le nouveau contrat social devrait ainsi passer

du modèle multiculturel à un modèle interculturel où les frontières entre les peuples et cultures sont ramollies sans être totalement abolies.

Le dialogue interculturel est une urgence au Cameroun aujourd'hui si l'on veut construire un nouveau contrat social qui soit pérenne. Ce dialogue interculturel et la construction de ce nouveau contrat social reposeront sur la mise en place d'une véritable politique culturelle et non pas seulement sur des activités ou des stratégies d'animation culturelle comme cela semble être le cas en ce moment. En effet, la plupart des dispositions gouvernementales et même celles des structures privées tendent à mettre l'accent sur la veille ou l'animation culturelle sans fonder leurs actions sur une véritable politique culturelle. C'est ce qui justifie l'instabilité dans les activités culturelles qui changent parfois d'une année à une autre, d'un ministre à un autre ou alors qui sont parfois le théâtre de tensions diverses et d'une gestion polémique. Plusieurs activités sont ainsi suspendues au cours de leur exécution, connaissent des fins désastreuses comme la sélection de Miss Cameroun. Cet événement depuis plusieurs années enregistre de multiples déboires et suscite des appétits divers ; les décisions du jury allument chaque fois de nombreuses polémiques et poussent aussi bien les participants que les spectateurs à décrier l'injustice, la corruption et le favoritisme. Ce concours coordonné par une structure privée a finalement été récupéré par le Ministère des Arts et de la Culture qui a suspendu la structure initiatrice suite à de nombreuses plaintes.

Par ailleurs, l'unité ne se décrète mais elle est le fruit d'une construction nationale. Comme l'affirment Peter BERGER et Thomas LUCKMANN, les individus ne signifient pas grand-chose en dehors de la société dans laquelle ils évoluent et la société elle-même n'est rien sans les individus qui la composent. C'est cette dialectique du subjectif et de l'objectif ou de l'individuel et du collectif qui permet à la société et à l'individu d'être en équilibre et de s'accomplir dans l'épanouissement : « L'extériorisation et l'objectivation sont des moments dans un processus dialectique continu. » (PETER BERGER; THOMAS LUCKMANN, 2018, p. 87) C'est donc dans ce processus d'interdépendance que l'unité nationale peut être construite. Il s'agit d'un processus où nul ne se suffit et où nul n'est absolument indispensable mais où l'on prête et reçoit pour être accompli. La société camerounaise, sociologiquement conflictuelle et structurellement plurielle se fondera à travers : « un processus dynamique oscillant entre deux pôles contradictoires, celui de la conformité à un ordre institutionnel des choses, le monde social intériorisé, d'une part, et celui de la différenciation, plus ou moins prononcée, vis-à-vis d'un tel ordre et d'un tel monde, affirmation d'un sujet, qui tente de s'arracher aux déterminations multiples qui fondent l'être social, d'autre part. » (QRIBI, 2010, p. 133) Ce n'est qu'à travers le renforcement des liens sociaux que ce nouveau contrat social au Cameroun, fondé sur l'individualité mais aussi sur la collectivité sera pérenne.

CONCLUSION

En définitive, l'analyse de la crise anglophone au Cameroun et de ses conséquences politiques, sociales et économiques nous a permis d'affirmer le lien étroit qui existe entre les différentes phases de l'évolution de cette crise et l'histoire politique du Cameroun. Cette histoire a été émaillée de l'accumulation de plusieurs frustrations des camerounais d'expression anglaise. Le manque de réponses adéquates aux revendications a entretenu une conscience collective que l'on peut qualifier d'anglophone au Cameroun. Aujourd'hui parler d'anglophone dans le pays ne fait plus uniquement référence à des personnes qui ont en commun une langue mais d'avantage à un peuple qui réclame une identité et une culture particulière et dont il est prêt à défendre à tout prix. La récupération politique des revendications corporatistes des enseignants et des avocats par les séparatistes à laquelle l'on a assisté vers la fin de l'année 2016, a fait franchir une nouvelle étape. En effet, elle a contribué à la transformation de ce qui

jusque-là n'était qu'un « problème anglophone » en une véritable « crise anglophone » qui chaque jour devient de plus en plus violente et meurtrière aussi bien pour les populations civiles que pour les combattants séparatistes et les soldats républicains. L'inefficacité des solutions gouvernementales face à cette nouvelle étape a plutôt favorisé la radicalisation des séparatistes et des groupes armés et ouvert les portes du Cameroun à un certain opportunisme international. Cet opportunisme s'identifie dans les organismes humanitaires et de défense des droits de l'homme mais qui n'exclue pas d'autres organismes dont les buts parfois inavoués sont d'écouler leurs stocks d'armes ou d'entretenir le conflit et l'instabilité afin de satisfaire leurs intérêts économiques. Toutefois, tout en mettant à découvert les fractures sociales, la crise anglophone peut avoir le mérite d'être une opportunité historique pour le Cameroun de construire un nouveau contrat social pérenne mais basée sur sa pluralité culturelle.

BIBLIOGRAPHIE

- BEKIMA, P. (2018, Février 1er). *Qui se cache derrière les ONG qui opèrent en Afrique centrale ?* Récupéré sur <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-32736.html>: <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-32736.html>
- BELAALI, M. (2009, août 23). L'humanitaire au service du capital. *Le Grand Soir*. Récupéré sur <https://www.legrandsoir.info/l-humanitaire-au-service-du-capital.html>: <https://www.legrandsoir.info/l-humanitaire-au-service-du-capital.html>
- BOUOPDA, P. K. (2018). *La crise anglophone au Cameroun* (éd. Version Kindle). (E. Africaines, Éd.) Paris, France: L'Harmattan.
- COURADE Georges, COURADE Christiane. (1978). L'école du Cameroun anglophone : de l'école coloniale à l'école nationale. *Tiers-Monde, Tome 19*(n°76), pp. 743-769.
- ESSO, L. (2016, novembre 30). <http://camer.be/56284/11:1/cameroun-actes-uniformes-ohada-la-version-anglaise-remise-au-batonnier-cameroon.html>.
- EYIKE, N. (2018, Septembre). Crise anglophone : Remise des actes uniformes in English . *Le Droit*(42).
- FOUDA, V.-S. (s.d.). Récupéré sur <https://www.camer.be/71769/30:27/cameroon-cameroun-pour-les-etats-generaux-du-vivre-ensemble-par-le-prof-vincent-sosthene-fouda.html>: <https://www.camer.be/71769/30:27/cameroon-cameroun-pour-les-etats-generaux-du-vivre-ensemble-par-le-prof-vincent-sosthene-fouda.html>
- FOUDA, V.-S. (2018, décembre 3). *Pour les états généraux du vivre-ensemble*. Récupéré sur <https://www.camer.be/71769/30:27/cameroon-cameroun-pour-les-etats-generaux-du-vivre-ensemble-par-le-prof-vincent-sosthene-fouda.html>: <https://www.camer.be/71769/30:27/cameroon-cameroun-pour-les-etats-generaux-du-vivre-ensemble-par-le-prof-vincent-sosthene-fouda.html>
- HENRY, A. (s.d.). Culture et gestion au Cameroun: le respect des rituels, source d'une entente amicale. Récupéré sur http://asl.univ-montp3.fr/e41slym/culture_gestion/CAMEROUN_culture_et_gestion.pdf
- International Crisis Group. (2017). *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*. Belgique.
- KONINGS, P. (1996). Le "problème Anglophone" au Cameroun dans les années 1990. *Politique africaine*(62), pp. pp 25-34.
- NJIALE , P. M. (2006, avril). Crise de la société, crise de l'école. *Revue internationale d'éducation de Sèvres [En ligne]* in URL : <http://ries.revues.org/1151>, consulté le 26 mars 2017.(N° 41).
- PETER BERGER; THOMAS LUCKMANN. (2018). *La Construction sociale de la réalité*. Paris: Armand Colin.

- PIOU ESTELLE, E. a. (2012). La sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel au Cameroun. *La Lettre de l'OCIM [En ligne]*(139), pp. 30-39. Récupéré sur <http://journals.openedition.org/ocim/1026>
- QRIBI, A. (2010). Socialisation et identité: l'apport de Berger et Luckmann à travers: "La construction sociale de la réalité". *Bulletin de psychologie*, 2(506), 133-139. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-psychologie-2010-2-page-133.htm>
- République Française. (Septembre 1921). *Journal officiel de la République Française*.
- SADAI , C. (2004). Financement de la culture au Cameroun : soutien aux actions, absence d'infrastructure. Récupéré sur <https://www.printfriendly.com/p/g/bUaXwM>
- SAILLANT, F. (2015). *Pluralité et vivre ensemble*. Canada : PUL.
- TCHINDA KENFO , J. (2017). le ‘problème anglophone’ au Cameroun : la réponse par le processus participatif au développement territorial. *Thinking Africa – Note de recherche*, 1-14.
- TCHIROMA BAKARY, I. (2017, 12 1). Propos du Ministre de la Communication du Cameroun sur les antennes de Radio France Internationale. (RFI, Intervieweur)
- VIDZRAKU, S. (2019, Février). *Cameroun : le patronat s'inquiète de la dégradation du climat social (carte des zones de vigilance)*. Récupéré sur <https://afrique.latribune.fr/decideurs/entrepreneurs/2019-02-08/cameroun-le-patronat-s-inquiete-de-la-degradation-du-climat-social-carte-des-zones-de-vigilance-806779.html>: <https://afrique.latribune.fr/decideurs/entrepreneurs/2019-02-08/cameroun-le-patronat-s-inquiete-de-la-degradation-du-climat-social-carte-des-zones-de-vigilance-806779.html>
- WOMAH MUKONG, A. (1990). *The case for the Southern Cameroons*. Washington: CAMFECO.